

LA CIBC COMMUNIQUE SES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2002

Faits saillants de nature financière pour le troisième trimestre 2002

(Les processus de vérification interne et de présentation des résultats financiers de la CIBC soutiennent l'aptitude du président du conseil et chef de la direction et du chef des finances de la CIBC à attester la conformité de la vérification interne et des résultats financiers de la CIBC présentés pour le troisième trimestre. De plus, le comité de vérification de la CIBC a passé en revue le présent communiqué avant sa diffusion.)

- Le **bénéfice dilué déjà établi** s'est chiffré à 193 millions \$, ou 0,41 \$ par action, comparativement à 227 millions \$, ou 0,51 \$ par action, pour le trimestre précédent, et à 460 millions \$, ou 1,13 \$ par action, pour la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué pour le trimestre a été accru de 24 millions \$, ou 0,07 \$ par action, en raison de la décision de la CIBC d'adopter la norme comptable portant sur la rémunération à base d'actions. (Se reporter aux notes de l'Analyse par la direction pour plus de détails.)
- Le **bénéfice dilué ajusté** (qui ne tient pas compte des éléments inhabituels) s'est élevé à 222 millions \$, ou 0,49 \$ par action, par rapport à 268 millions \$, ou 0,62 \$ par action, pour le trimestre précédent, et à 470 millions \$, ou 1,16 \$ par action, pour la période correspondante de 2001.
- Le **bénéfice d'exploitation dilué** (lequel exclut les éléments inhabituels et l'incidence nette d'Amicus) a été de 276 millions \$, ou 0,64 \$ par action, comparativement à 332 millions \$, ou 0,79 \$ par action, pour le trimestre précédent, et à 534 millions \$, ou 1,33 \$ par action, pour la même période de l'exercice précédent.
- Le **rendement des capitaux propres** s'est établi à 6,2 % (déjà établi), à 7,4 % (ajusté), et à 9,6 % (d'exploitation).
- Le **ratio du capital de première catégorie** s'est situé à 8,8 % et celui du capital total à 11,9 %.
- Les **dotations aux pertes sur prêts** se sont chiffrées à 290 millions \$ au troisième trimestre, en baisse par rapport à 390 millions \$ au trimestre précédent. Les estimations pour les dotations aux pertes sur prêts pour l'exercice restent inchangées, se situant entre 1,45 milliard \$ et 1,50 milliard \$ comme il a été annoncé le 2 mai 2002.
- La **provision totale pour pertes sur créances** demeure excellente, car elle dépasse les prêts douteux bruts de 260 millions \$.

(Le bénéfice d'exploitation et le bénéfice ajusté ne tiennent pas compte des éléments que la direction considère inhabituels ou liés à des placements stratégiques d'envergure, ce qui par conséquent permet une analyse de la conjoncture et du rendement des secteurs d'activité de la CIBC. Ces indicateurs ne sont toutefois pas normalisés par les PCGR et ne peuvent donc être comparés aux indicateurs utilisés par les autres sociétés. Se reporter à la section « Analyse par la direction - Survol des résultats consolidés » pour un rapprochement du bénéfice d'exploitation dilué et du bénéfice dilué déjà établi.)

TORONTO, Ontario, le 21 août /CNW/ – Pour le troisième trimestre, la Banque CIBC a communiqué un bénéfice déjà établi de 193 millions \$, ou 0,41 \$ par action après dilution, comparativement à 227 millions \$, ou 0,51 \$ par action après dilution, et à 460 millions \$, ou 1,13 \$ par action après dilution, pour la même période du dernier exercice. Les résultats du troisième trimestre sont le reflet de la conjoncture difficile sur les marchés boursiers, surtout en ce qui a trait aux ventes d'actif lié aux services de banques d'affaires. Élément positif, les résultats des activités des services de détail sont demeurés solides et les coûts globaux ont diminué de façon importante par rapport au deuxième trimestre.

Au cours du trimestre, la Banque CIBC a adopté la norme comptable portant sur la rémunération à base d'actions. Cette décision a entraîné une hausse de 24 millions \$, ou 0,07 \$ par action après dilution, du bénéfice déjà établi. (Se reporter aux notes de l'Analyse par la direction pour plus de détails).

« Notre décision d'être parmi les premières sociétés à se conformer à la norme comptable portant sur la rémunération à base d'actions démontre l'engagement bien ancré de la CIBC à faire preuve de la plus grande responsabilisation possible », a déclaré John S. Hunkin, président du conseil et chef de la direction. « Nous nous engageons à offrir à nos actionnaires une transparence totale sur le plan financier. »

Le bénéfice ajusté (lequel ne tient pas compte des éléments inhabituels) s'est établi à 222 millions \$, ou 0,49 \$ par action après dilution, comparativement à 268 millions \$, ou 0,62 \$ par action après dilution, au trimestre précédent et à 470 millions \$, ou 1,16 \$ par action après dilution, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice d'exploitation (qui exclut les éléments inhabituels et l'incidence nette d'Amicus) s'est chiffré à 276 millions \$, ou 0,64 \$ par action après dilution, comparativement à 332 millions \$, ou 0,79 \$ par action après dilution, au trimestre précédent, et à 534 millions \$, ou 1,33 \$ par action après dilution, au troisième trimestre 2001.

« Nos services de détail ont encore une fois contribué largement au rendement des capitaux propres au dernier trimestre, grâce au maintien de la croissance des volumes des services de cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires par rapport à l'exercice précédent », a déclaré M. Hunkin. « L'intégration des sociétés acquises dans le cadre de notre stratégie de consolidation de nos activités de Gestion des avoirs respecte l'échéancier prévu. Nous sommes très heureux des développements en ce qui a trait aux activités canadiennes d'Amicus. Et nous avons poursuivi au cours du trimestre nos discussions avec des partenaires stratégiques possibles qui pourraient nous aider à réduire les coûts liés à notre expansion aux États-Unis. »

« Dans l'ensemble, notre rendement au troisième trimestre subit toujours l'effet de la conjoncture économique difficile en Amérique du Nord », a ajouté M. Hunkin. « La détérioration de la situation sur les marchés boursiers, la baisse de rythme d'ouverture de nouveaux comptes, surtout aux États-Unis, la réduction de valeur des comptes des services de banques d'affaires et les occasions de ventes moins nombreuses dans le secteur des services de banque d'affaires ont entraîné une baisse du bénéfice dans nos activités de gros. Nous avons également composé avec un taux d'imposition plus élevé au cours du trimestre en raison de la baisse des pertes sur prêts et de la hausse de notre bénéfice net pour nos activités au Canada. »

Marchés mondiaux CIBC a pris des mesures supplémentaires au cours du trimestre pour faire face à la conjoncture difficile sur les marchés, notamment :

- réduire ses coûts d'exploitation globaux;
- poursuivre la gestion efficace des ressources figurant à son bilan;
- faire preuve de vigilance dans la gestion du risque de marché.

Perspectives

« Après avoir montré des signes de reprise en début d'année, les perspectives relatives à l'économie nord-américaine sont de nouveau incertaines », a déclaré M. Hunkin. « Les histoires d'irrégularités comptables de plusieurs sociétés et la poursuite des problèmes géopolitiques au Moyen-Orient et dans des régions de l'Asie ont miné la confiance des investisseurs.

Étant donné ces facteurs, nos prévisions pour le reste de l'exercice demeurent prudentes. Nous continuerons à prendre les mesures nécessaires à l'échelle de nos activités afin de protéger notre bénéfice à court terme et d'améliorer nos perspectives de croissance à moyen et à long terme. » La CIBC a notamment entrepris de :

- se concentrer sur les possibilités de croissance dans ses activités principales de services de détail;
- conserver une attitude disciplinée dans ses processus de répartition de l'actif et consacrer une plus grande part de son capital à des activités de détail à plus forte croissance;
- réaliser des progrès par rapport au plan annoncé au dernier trimestre visant à réduire d'un tiers le montant du capital attribué aux services aux commerçants et du portefeuille des prêts commerciaux au cours des trois prochaines années;
- prendre des moyens supplémentaires pour garder sa structure de coûts sous contrôle, tout en maintenant ses investissements dans la technologie et dans d'autres programmes essentiels à son succès.

« Notre stratégie demeure claire et nous sommes toujours d'avis que nos perspectives de croissance sont excellentes », a ajouté M. Hunkin. « Nos activités de gros demeurent en excellente position pour assurer une plus grande pénétration du marché dès que la conjoncture économique s'améliorera. Nous réalisons également de grands progrès dans nos activités de services de détail et de gestion des avoirs comme le démontrent les parts de marchés accrues dans nombre de catégories de produits et la réussite de l'intégration des sociétés que nous avons acquises. »

Faits saillants du troisième trimestre 2002

Produits de détail

- *Accroissement de la part de marché pour les prêts hypothécaires* : La part de marché des prêts hypothécaires à l'habitation a augmenté à 13,8 %, en hausse contre 13,6 % au trimestre précédent.
- *Forte contribution des cartes* : La part de marché des volumes des achats sur cartes est demeurée élevée à 31,8 %, tandis que la part des soldes à recouvrer s'est située à 21,7 %, soit une solide première position dans ces deux marchés au Canada.
- *Innovation en matière de produits* : Un nouveau prêt hypothécaire à taux fixe, le prêt hypothécaire éconoStable, a été lancé au cours du trimestre. Il propose un taux d'intérêt de lancement réduit pour les neuf premiers mois, puis un taux concurrentiel pour le reste de la durée de 3, 4, 5, 7 ou 10 ans.

Progression des soldes d'actif de détail : Les soldes non remboursés des prêts (prêts personnels, prêts hypothécaires et cartes de crédit) ont suivi une tendance positive, passant à plus de 101 milliards \$ en fin de trimestre.

Marchés de détail

- Au cours du trimestre, les Marchés de détail ont lancé plusieurs nouveaux outils destinés à accroître la satisfaction de la clientèle et à améliorer la gestion et la planification. La majorité de ces outils sont fondés sur la technologie et permettent d'accélérer et de rendre plus précis le processus de mesure du rendement et d'établissement des débouchés pour les produits, en plus d'accélérer l'accès à l'information pour notre personnel de première ligne.
- Le lancement d'un important outil technologique a été pratiquement terminé au cours du trimestre. Presque toutes les succursales de la CIBC sont désormais dotées de nouvelles plates-formes technologiques et de nouveaux ordinateurs plus puissants afin d'améliorer le service à la clientèle et les communications.
- Parmi les nouveaux produits lancés au cours du trimestre figure le service de virement de fonds par courriel, grâce auquel les clients des services de détail de la CIBC peuvent virer des fonds vers les comptes d'autres particuliers au Canada par l'intermédiaire des services bancaires en ligne.

Gestion des avoirs

- Les activités et les fonctions technologiques des services de courtage au détail acquis de Merrill Lynch Canada Inc. ont été intégrées à CIBC Wood Gundy comme prévu.
- L'actif du Service Gestion-Conseil, programme intégré de CIBC Wood Gundy géré séparément, a augmenté de 11 % jusqu'à maintenant au cours de l'exercice. Le Service Gestion-Conseil est le nouveau programme créé à la suite de l'intégration, le 1^{er} juillet dernier, des programmes de CIBC Wood Gundy et de Merrill Lynch Canada.
- La croissance des activités de conseils financiers de Service Impérial CIBC s'est poursuivie. À la fin du troisième trimestre, plus de 700 conseillers financiers avaient obtenu l'autorisation de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières de recommander et de vendre des produits de placement de la CIBC et de tiers.
- Gestion des avoirs a continué sur sa lancée en ce qui concerne ses services de placement géré. Les nouveaux portefeuilles gérés de la CIBC ont enregistré des ventes totales nettes de 378 millions \$ depuis leur lancement au trimestre précédent.

Marchés mondiaux CIBC

- Marchés mondiaux CIBC a maintenu sa première position pour l'exercice jusqu'ici écoulé dans le domaine des financements par l'émission de titres conclus au Canada. Cette situation s'explique par notre position de chef de file dans le secteur des fonds de titres à revenu fixe.
- Après la fin du trimestre, l'organisme SuperCroissance du gouvernement de l'Ontario a sélectionné Marchés mondiaux CIBC comme l'une des deux banques d'investissement qui agiront comme conseillers afin de trouver un ou des partenaires stratégiques pour acheter une part minoritaire dans Hydro One.
- Marchés mondiaux CIBC a également poursuivi ses efforts au chapitre du contrôle des coûts au cours du trimestre. Ceux-ci se sont traduits par l'élimination de 57 postes, surtout aux États-Unis. Ces réductions de personnel s'ajoutent aux 107 postes supprimés à la fin du deuxième trimestre.

Amicus

- *Augmentation de la clientèle* : Le nombre de clients inscrits a augmenté de 9,2 % au cours du trimestre, portant le nombre total à 1 172 000.
- *Nombre de pavillons* : Le nombre de pavillons a augmenté pour passer à 552, contre 507 à la fin du deuxième trimestre.
- *Fonds sous gestion* : Les prêts et les dépôts sous gestion ont progressé de 19,7 % pendant le trimestre.
- *Croissance des dépôts* : Les dépôts effectués au Canada par l'entremise des Services financiers le Choix du Président ont atteint 3,2 milliards \$, par rapport à 2,9 milliards \$ au trimestre précédent.

Les analystes sont priés d'adresser leurs demandes de renseignements à Kathryn A. Humber, première vice-présidente, relations avec les investisseurs, au (416) 980-3341. Quant aux médias, ils doivent communiquer avec Robert E. Waite, premier vice-président, communications et relations publiques, au (416) 980-3052, ou avec Stephen J. Forbes, directeur, communications financières et communications avec les investisseurs, au (416) 980-3512.

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent communiqué renferme des énoncés prospectifs sur les activités, les priorités, les cibles, les projets, les objectifs et les stratégies de la CIBC pour l'exercice 2002 et les exercices subséquents, ce qui inclut des énoncés prospectifs sur ses secteurs d'activité (Produits de détail, anciennement Commerce électronique, Technologie et Opérations; Marchés de détail, anciennement Opérations bancaires – Détail et PME; Gestion des avoirs; Marchés mondiaux CIBC et Amicus, ancienne entité de Commerce électronique). Ces énoncés se reconnaissent généralement à l'emploi de termes comme "croire", "prévoir", "compter", "estimer" et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur ou au conditionnel. Les risques et incertitudes associés à un énoncé prospectif peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la CIBC, influent sur ses activités, son rendement et ses résultats et pourraient faire en sorte que ses résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans ses énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent des changements d'ordre législatif ou réglementaire actuels, futurs ou proposés, l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers, l'évolution des technologies, la tenue des marchés financiers mondiaux, dont la fluctuation des taux d'intérêt et de change, la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et des autres pays où la CIBC mène des activités, les répercussions des événements du 11 septembre 2001, les changements de prix et taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers ainsi que la capacité de la CIBC à gérer les coûts inhérents à l'élargissement de ses canaux de distribution existants, à en créer de nouveaux et à accroître les revenus qu'elle en tire, ce qui comprend ses activités en commerce électronique. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur les énoncés prospectifs de la CIBC. Aussi, ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois qu'il ne leur soit accordé une confiance démesurée. La CIBC ne s'engage pas à mettre à jour le moindre énoncé prospectif contenu dans ce communiqué.

ANALYSE PAR LA DIRECTION – SURVOL DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Bénéfice

Le bénéfice déjà établi de la CIBC s'est élevé à 193 millions \$ pour le trimestre, soit une chute de 267 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et de 34 millions \$ par rapport au trimestre précédent. La baisse par rapport au trimestre correspondant de 2001 est principalement imputable à une diminution des revenus tirés des activités de négociation et des services de banque d'affaires, ce qui a été compensé en partie par une réduction des frais autres que d'intérêts. Les frais autres que d'intérêts ont régressé en raison surtout d'une baisse importante de la rémunération liée aux revenus. Le fléchissement du bénéfice établi par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par l'incidence négative de la diminution des revenus tirés des services de banque d'affaires, ce qui a été compensé en partie par une baisse de la dotation aux pertes sur créances et de la rémunération liée aux revenus. Le bénéfice déjà établi de la CIBC pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 s'est chiffré à 753 millions \$, en baisse de 691 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001 en raison surtout d'une chute des revenus tirés des activités de négociation, d'une diminution du gain net provenant des services de banque d'affaires, d'une augmentation de la dotation aux pertes sur créances, ce qui a été compensé en partie par la baisse de la rémunération liée aux revenus.

Au cours du trimestre, la CIBC a adopté par anticipation les recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) intitulé « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Cette norme a deux conséquences pour la CIBC. En premier lieu, la norme exige une évaluation continue des droits à la plus-value des actions (DPV) dans les résultats. En deuxième lieu, la CIBC a passé en charges les options d'achat d'actions comme le recommandait la norme comptable.

Les états financiers consolidés des premier et deuxième trimestres ont été retraités pour refléter l'adoption anticipée de cette norme comptable. L'effet de cette modification dans les conventions comptables sur le bénéfice établi pour 2002 est mentionné dans la note 1) du tableau ci-dessous.

Le bénéfice par action (BPA) dilué déjà établi et le rendement des capitaux propres (RCP) déjà établi ont été respectivement de 0,41 \$ et 6,2 % pour le trimestre, comparativement à 1,13 \$ et 17,4 % au troisième trimestre de 2001 et à 0,51 \$ et 8 % au trimestre précédent. Le BPA dilué déjà établi et le RCP déjà établi pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 ont été respectivement de 1,75 \$ et 8,9 %, comparativement à 3,55 \$ et 18,6 % pour la période correspondante en 2001.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, la CIBC a dégagé un bénéfice d'exploitation de 276 millions \$ pour le trimestre, en baisse de 258 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001, et de 56 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice d'exploitation de la CIBC pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 a totalisé 1 039 millions \$, en baisse de 617 millions \$ par rapport à la même période en 2001. La chute du bénéfice d'exploitation est imputable principalement aux raisons mentionnées ci-dessus.

Le BPA d'exploitation dilué et le RCP d'exploitation ont été de 0,64 \$ et 9,6 % respectivement pour le trimestre, comparativement à 1,33 \$ et 20,4 % au troisième trimestre de 2001 et à 0,79 \$ et 12,4 % au trimestre précédent. Le BPA d'exploitation dilué et le rendement des capitaux propres d'exploitation pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 se sont chiffrés à 2,53 \$ et 12,8 %, respectivement, comparativement à 4,11 \$ et 21,5 % pour la période correspondante en 2001.

<i>Sans vérification, en millions de dollars</i>	<i>Trimestres terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés les</i>	
	31 juillet 2002	30 avril 2002 ⁽¹⁾	31 juillet 2001	31 juillet 2002	31 juillet 2001
Bénéfice déjà établi⁽¹⁾	193 \$	227 \$	460 \$	753 \$	1 444 \$
Moins :					
Gain à la vente d'éléments d'actif non sectoriels ⁽²⁾	10	-	22	10	65
Ajustement au titre de changements de taux d'imposition ⁽³⁾	-	-	(21)	-	(66)
Frais liés à l'acquisition de Merrill Lynch ⁽⁴⁾	(27)	(41)	-	(99)	-
Événements du 11 septembre 2001 ⁽⁵⁾	(12)	-	-	(12)	-
Amortissement de l'écart d'acquisition ⁽⁶⁾	-	-	(11)	-	(34)
Bénéfice ajusté⁽⁷⁾	222	268	470	854	1 479
Incidence nette d'Amicus ⁽⁸⁾	(54)	(64)	(64)	(185)	(177)
Bénéfice d'exploitation⁽⁷⁾	276 \$	332 \$	534 \$	1 039 \$	1 656 \$
BPA ⁽⁹⁾ - dilué, déjà établi	0,41 \$	0,51 \$	1,13 \$	1,75 \$	3,55 \$
- dilué, ajusté	0,49 \$	0,62 \$	1,16 \$	2,02 \$	3,64 \$
- d'exploitation dilué	0,64 \$	0,79 \$	1,33 \$	2,53 \$	4,11 \$
					\$ 19
RCP - déjà établi	6,2%	8,0%	17,4%	8,9%	18,6%
- ajusté	7,4%	9,7%	17,8%	10,3%	19,1%
- d'exploitation	9,6%	12,4%	20,4%	12,8%	21,5%

Se reporter aux notes ci-jointes.

Notes

- (1) Le bénéfice déjà établi tient compte de l'effet de l'adoption anticipée, au troisième trimestre, par la CIBC, des recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA, intitulé « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Certains chiffres correspondants des exercices antérieurs ont été retraités. L'effet de ce changement sur le bénéfice déjà établi pour 2002 est indiqué ci-dessous.

<i>Sans vérification, en millions de dollars</i>	<i>Trimestres terminés les</i>			<i>Neuf mois terminés le</i>
	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 janvier 2002	31 juillet 2002
Hausse (baisse) du bénéfice déjà établi liée à la modification de convention comptable				
Droits à la plus-value des actions	30 \$	1 \$	(16)\$	15 \$
Options d'achat d'actions	(6)	(9)	(6)	(21)
	24 \$	(8)\$	(22)\$	(6)\$
Avant dilution	0,07 \$	(0,02)\$	(0,06)\$	(0,02)\$
Après dilution	0,07 \$	(0,02)\$	(0,05)\$	(0,02)\$

Une charge après impôts de 42 millions \$ a été imputée aux bénéfices non répartis d'ouverture au 1^{er} novembre 2001 afin de constater le montant cumulatif lié à tous les droits à la plus-value d'actions (DPV) acquis au début de l'exercice financier d'adoption.

- (2) Au cours du troisième trimestre de 2002, un gain après impôts de 10 millions \$ a été constaté en rapport avec la vente de la participation de la CIBC dans Life of Barbados Limited. Au cours du troisième trimestre de 2001, un gain de 22 millions \$ après impôts avait été constaté relativement à la vente de deux filiales bancaires extraterritoriales de la CIBC : CIBC Fund Managers (Guernsey) Limited et CIBC Bank and Trust Company (Channel Islands) Limited (collectivement services

bancaires privés de Guernesey). Au cours du deuxième trimestre de 2001, un gain après impôts de 43 millions \$ a été constaté relativement à la vente d'une entreprise de services de cartes aux marchands.

- (3) Au cours du troisième trimestre de 2001, il a été établi que les réductions des taux d'imposition provinciaux proposées dans le budget de l'Ontario du 9 mai 2001 et dans la mise à jour budgétaire de la Colombie-Britannique du 30 juillet 2001 étaient pratiquement en vigueur. En conséquence, la CIBC a constaté une charge d'impôts de 21 millions \$ pour ce trimestre-là, réduisant ainsi ses actifs d'impôts futurs, afin de tenir compte du fait que les écarts temporaires se résorberont lorsque les taux diminueront. Un ajustement de 45 millions \$ a par ailleurs été constaté au premier trimestre de 2001, en raison des réductions des taux d'imposition proposées dans l'Énoncé économique et la mise à jour budgétaire du gouvernement fédéral du 18 octobre 2000.
- (4) Coûts découlant de l'acquisition des entreprises de services aux particuliers et de courtage de valeurs mobilières de Merrill Lynch Canada Inc. Ces coûts tiennent compte de la rémunération supplémentaire versée à certains conseillers en placement de CIBC Wood Gundy.
- (5) Durant le troisième trimestre de 2002, des charges après impôts de 12 millions \$ ont été constatées pour les pertes et les frais additionnels engagés pour certaines activités de la CIBC à New York, dans des bureaux du One World Financial Center situé à proximité du World Trade Center.
- (6) Le 1^{er} novembre 2001, la CIBC a adopté les recommandations du chapitre 3062 intitulé « Écart d'acquisition et autres actifs incorporels » du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Ces recommandations exigent l'abolition de l'amortissement de l'écart d'acquisition, incluant celui lié aux participations comptabilisées à la valeur de consolidation, après le 31 octobre 2001. En conséquence, le bénéfice ajusté de 2001 comprend l'amortissement de l'écart d'acquisition afin que les résultats de 2001 puissent être comparés à ceux de la période actuelle.
- (7) Le bénéfice d'exploitation ne tient pas compte des éléments qui, de l'avis de la direction, sont inhabituels ou qui ont trait à des investissements stratégiques importants (ex. : Amicus), ce qui permet d'analyser les tendances qui se dégagent des activités et le rendement des catégories d'affaires de la CIBC. Le bénéfice ajusté exclut uniquement les éléments inhabituels. Les termes « bénéfice d'exploitation » et « bénéfice ajusté » ne sont pas définis conformément aux principes comptables généralement reconnus et, par conséquent, ils ne peuvent pas être comparés aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Pour obtenir d'autres renseignements détaillés à ce sujet, se reporter à la section traitant des mesures du rendement d'exploitation du présent rapport.
- (8) Au cours du premier trimestre de 2002, certaines activités commerciales ont été transférées des Produits de détail à Amicus. Voir la section « Analyse par la direction – Par secteur d'exploitation » pour des renseignements plus détaillés. L'information correspondante des exercices antérieurs a été retraitée.
- (9) Au premier trimestre de 2002, la CIBC a adopté rétroactivement les recommandations du chapitre 3500 intitulé « Bénéfice par action » du Manuel de l'ICCA. Les montants des BPA de la période précédente ont été retraités.

Revenus

Sur une base d'imposition équivalente (BIE), les revenus déjà établis de la CIBC pour le trimestre se sont chiffrés à 2 562 millions \$, en baisse de 338 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et de 428 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Les revenus déjà établis pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 ont atteint 8 630 millions \$, en hausse de 23 millions \$ par rapport à la période correspondante en 2001.

Les revenus d'exploitation (BIE) pour le trimestre ont totalisé 2 487 millions \$, en baisse de 350 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et de 452 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002, les revenus d'exploitation se sont chiffrés à 8 458 millions \$, en hausse de 24 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001.

La chute des revenus de la CIBC pour le trimestre courant par rapport au troisième trimestre de 2001 est imputable à une baisse des revenus tirés des activités de négociation et des services de banque d'affaires en raison d'une conjoncture défavorable, laquelle a été compensée en partie par une hausse du revenu net découlant d'un élargissement des écarts et de la croissance soutenue des prêts hypothécaires et des soldes administrés des cartes de crédit, de même que par le revenu tiré des sociétés acquises. La diminution des revenus de la CIBC par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la baisse des revenus tirés des services de banque d'affaires. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002, les revenus ont augmenté légèrement par rapport à la période correspondante de 2001 pour les raisons énumérées ci-dessus. Toutefois, une diminution des revenus tirés des activités de négociation et des services de banque d'affaires a largement annulé la hausse du revenu net d'intérêts ainsi que le revenu tiré des sociétés acquises.

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 juillet 2001	31 juillet 2002	31 juillet 2001
Revenus déjà établis (BIE)	2 562 \$	2 990 \$	2 900 \$	8 630 \$	8 607 \$
Moins :					
Gain à la vente d'éléments d'actif non sectoriels	13	-	22	13	80
Amicus ⁽¹⁾	62	51	48	159	109
Amortissement de l'écart d'acquisition - investissements comptabilisés à la valeur de consolidation	-	-	(7)	-	(16)
Revenus d'exploitation (BIE)	2 487 \$	2 939 \$	2 837 \$	8 458 \$	8 434 \$

(1) Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de les adapter au mode de présentation utilisé au premier trimestre de 2002.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts déjà établis de la CIBC pour le trimestre ont totalisé 1 982 million \$, en baisse de 90 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et de 331 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêts déjà établis pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 se sont chiffrés à 6 456 millions \$, en hausse de 513 millions \$ comparativement à la période correspondante de 2001.

Les frais d'exploitation autres que d'intérêts pour le trimestre se sont élevés à 1 771 millions \$, en baisse de 149 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et de 330 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Les frais d'exploitation autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 ont atteint 5 839 millions \$, en hausse de 306 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001.

La diminution des frais autres que d'intérêts par rapport au troisième trimestre de 2001 et au trimestre précédent est due principalement à une baisse importante de la rémunération liée aux revenus. En outre, l'adoption anticipée de la norme comptable relative à la rémunération à base d'actions a eu un effet positif net de 43 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et de 51 millions \$ par rapport au trimestre précédent. La réduction des frais liés aux droits à la plus-value des actions (DPV) au troisième trimestre de 2002, découlant d'une baisse du cours de l'action ordinaire de la CIBC, a largement contrebalancé le coût lié aux options d'achat d'actions. La réduction des frais autres que d'intérêts par rapport au troisième trimestre de 2001 a été annulée en partie par l'ajout des dépenses continues liées aux activités acquises.

Les frais autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 ont grimpé par rapport à la période correspondante de 2001, en raison principalement de dépenses permanentes entraînées par les acquisitions, ce qui a été compensé en partie par la diminution de la rémunération liée aux revenus. Pour l'exercice à ce jour, l'incidence nette de l'adoption anticipée de la convention comptable relative à la rémunération à base d'actions est minimale.

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2002	30 avril 2002 ⁽¹⁾	31 juillet 2001	31 juillet 2002	31 juillet 2001
Frais autres que d'intérêts déjà établis	1 982 \$	2 313 \$	2 072 \$	6 456 \$	5 943 \$
Moins :					
Frais liés à l'acquisition de Merrill Lynch Événements du Amicus ⁽²⁾	44	68	-	162	-
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	-	4	-	18
Frais d'exploitation autres que d'intérêts	1 771 \$	2 101 \$	1 920 \$	5 839 \$	5 533 \$

(1) Certains chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités par suite de l'adoption des recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA.

(2) Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de les adapter au mode de présentation utilisé au premier trimestre de 2002.

Événements du 11 septembre 2001

La direction est sur le point de conclure l'évaluation de l'étendue des dommages et des montants d'assurance qui pourraient être recouverts au titre des dommages matériels, des frais supplémentaires et des pertes d'exploitation résultant des événements du 11 septembre 2001. Durant le trimestre, des dépenses de 20 millions \$ ont été enregistrées en tant que frais autres que d'intérêts.

La direction a décidé d'affecter quelques groupes d'employés dans des bureaux situés au coeur de Manhattan, mais ne sait pas encore si elle retournera au One World Financial Center une fois que l'immeuble sera prêt à accueillir des locataires. Conformément aux clauses du bail existant, elle a résilié son bail pour une partie de l'espace antérieurement occupé. L'incidence financière de ces décisions n'a pu être établie au moment de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires.

Impôts

La charge d'impôts déjà établie de la CIBC pour le trimestre a été de 54 millions \$, en baisse de 22 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001, en raison principalement d'une baisse des revenus. Le taux d'imposition réel de la CIBC au troisième trimestre de 2002 a augmenté par rapport au trimestre correspondant de 2001, à cause d'une proportion plus importante de revenus tirés des activités canadiennes qui sont imposés à des taux plus élevés. Ainsi, la charge d'impôts pour le trimestre a grimpé de 22 millions \$ par rapport au trimestre précédent, en grande partie en raison d'une provision moins élevée pour pertes sur créances aux États-Unis.

La charge d'impôts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 a été de 99 millions \$, en baisse de 300 millions \$ par rapport à la même période de 2001, ce qui s'explique par des revenus moins élevés et une proportion moins importante des revenus tirés des activités nord-américaines qui sont imposés à des taux plus élevés. Cela est dû en grande partie à une provision accrue pour pertes sur créances en Amérique du Nord en 2002, ce qui a aussi donné lieu à un taux d'imposition réel plus bas.

Principales conventions comptables

Les conventions comptables de la CIBC sont essentielles pour comprendre les résultats d'exploitation et la situation financière de la CIBC. Les principales conventions comptables sont résumées aux pages 67 à 70 du rapport annuel 2001 et un aperçu des modifications de ces conventions est fourni dans les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC.

Certaines conventions comptables exigent de la part de la direction qu'elle formule des hypothèses et des estimations. Tout changement dans ces hypothèses et dans ces estimations pourrait avoir une incidence notable sur les résultats financiers et la compréhension de la situation financière de la CIBC. La direction a établi des politiques et des procédures de contrôle visant à assurer l'application des conventions comptables. En outre, ces politiques et procédures visent à garantir que les processus de modification comptable sont bien gérés et appliqués de façon cohérente et qu'elles s'accomplissent de façon appropriée et systématique.

Les conventions comptables qui impliquent des hypothèses et des estimations de la part de la direction englobent celles qui ont trait aux prêts, celles permettant notamment de déterminer les provisions pour pertes sur créances et les droits conservés sur les titrisations, d'évaluer la moins-value permanente des titres du compte de placement, d'estimer la juste valeur marchande des instruments de négociation, d'évaluer l'écart d'acquisition et les autres éléments d'actif incorporel, d'évaluer les obligations postérieures à l'emploi et au départ à la retraite, les impôts et les frais de restructuration.

Régimes d'options de souscription d'actions

La CIBC a des régimes d'options de souscription d'actions conçus pour attirer et retenir les employés compétents et établir un équilibre entre les intérêts des actionnaires, des administrateurs et des employés. Les deux régimes d'options de souscription d'actions sont le Régime d'options de souscription d'actions des employés et le Régime d'options de souscription d'actions des administrateurs qui ne sont pas des dirigeants comme l'explique la note 13 afférente aux états financiers consolidés du rapport annuel de 2001.

Toutes les options de souscription d'actions accordées aux termes du Régime d'options de souscription d'actions des employés sont approuvées par le comité de la

rémunération et des ressources en personnel de direction du conseil d'administration de la CIBC (le Comité). Aucun membre du Comité n'est un dirigeant actuel ou un ex-dirigeant de la CIBC ou de l'une de ses filiales.

Durant le trimestre, la CIBC a adopté la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les options de souscription d'actions. Des explications plus détaillées sont fournies dans les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

L'effet de dilution des régimes d'options de souscription d'actions est résumé dans le tableau ci-dessous. L'effet de dilution est calculé comme suit : nombre de nouvelles options octroyées pour l'exercice, moins le nombre des options confisquées des employés quittant la CIBC, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation durant l'exercice.

	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
<i>Sans vérification</i>	(cumul.)						
Nombre net d'options octroyées (<i>en millions</i>)	2,8	2,4	5,1	4,5	3,4	3,4	3,0
Nombre moyen d'actions en circulation (<i>en millions</i>)	361,1	372,3	388,9	409,8	415,0	413,5	415,0
Nombre net d'actions octroyées durant la période exprimé en % du nombre moyen d'actions en circulation	0,8%	0,6%	1,3%	1,1%	0,8%	0,8%	0,7%

ANALYSE PAR LA DIRECTION – PAR SECTEUR D'EXPLOITATION

Au cours du premier trimestre 2002, la CIBC a, conformément à sa stratégie d'intensification des activités de détail, élargi et remanié ses entreprises. Sa structure organisationnelle compte désormais cinq secteurs d'exploitation, Amicus étant maintenant considéré comme un secteur distinct. Le nom de deux autres secteurs a été changé afin de mieux refléter la nature de leurs activités. La CIBC compte les secteurs d'exploitation suivants : Produits de détail (anciennement Commerce électronique, technologie et opérations); Marchés de détail (anciennement Opérations bancaires – Détail et PME); Gestion des avoirs; Marchés mondiaux CIBC et Amicus (faisant anciennement partie de Commerce électronique, technologie et opérations). Tous ces secteurs bénéficient du soutien de trois groupes fonctionnels, soit Trésorerie et gestion du bilan et du risque, Administration et Développement de l'entreprise.

Durant le premier trimestre de 2002, la Banque a notamment remanié les entreprises suivantes :

- L'entreprise des services de paiement (comptes de chèques, comptes d'épargne et comptes courants) et les services bancaires électroniques, plus précisément les services bancaires téléphoniques, les services bancaires par Internet et les GAB des centres bancaires, sont passés des Produits de détail aux Marchés de détail;
- Les GAB hors des centres bancaires et les prêts hypothécaires des Services financiers le Choix du Président, qui faisaient auparavant partie des Produits de détail, ont été intégrés à Amicus;
- Les produits de crédit ont été transférés des Marchés de détail aux Produits de détail;
- Les activités de gestion de l'actif ont été retranchées des Placements, clientèle privée (anciennement Placements, clientèle privée et gestion de l'actif) pour être inclus dans les Produits des avoirs, les deux se trouvant au sein de la Gestion des avoirs.

L'information financière sectorielle des trimestres antérieurs a été retraitée.

Au cours du premier trimestre 2002, la CIBC a acquis les entreprises de services aux particuliers et de courtage de valeurs mobilières Merrill Lynch Canada Inc. ainsi que Gestion de placements CM Inc. (anciennement Gestion d'investissements Merrill Lynch Canada Inc.). Ces entreprises sont exploitées par la Gestion des avoirs dans le cadre de ses services Placements, clientèle privée et des Produits de la Gestion des avoirs, respectivement.

Au cours du deuxième trimestre, la CIBC a acquis une participation majoritaire dans Juniper Financial Corp., société de cartes de crédit des États-Unis. Cet investissement est compris dans les services de banque d'affaires de Marchés mondiaux CIBC.

Au cours du troisième trimestre, on a annoncé une nouvelle répartition des responsabilités de gestion pour les diverses activités des Produits de détail. Les informations financières sectorielles devraient refléter la nouvelle structure au quatrième trimestre de 2002.

Comme il est décrit dans le rapport annuel de 2001, la CIBC se sert du modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur pour mesurer et présenter les résultats d'exploitation de ses secteurs d'activité.

Mesures du rendement d'exploitation

Les principales mesures qu'utilise la CIBC pour évaluer le rendement de ses secteurs d'exploitation, comprennent le bénéfice d'exploitation, le rendement des capitaux propres, lequel est fondé sur le capital (économique) ajusté quant au risque, et le bénéfice économique. Ces mesures aident la CIBC à réaliser ses objectifs en matière de gestion de la croissance et de réalisation de rendements proportionnels aux risques qu'elle prend. Pour obtenir plus de détails sur le mode de présentation qu'emploie la CIBC, se reporter à la page 25 du rapport annuel de 2001.

La direction se sert du bénéfice d'exploitation et du bénéfice ajusté pour examiner et analyser le rendement des secteurs d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation ne tient pas compte des éléments qui, de l'avis de la direction, sont inhabituels ou qui ont trait à des investissements stratégiques importants (ex. : Amicus), ce qui permet d'analyser les tendances qu'affichent les activités. Le bénéfice ajusté n'exclut que les éléments inhabituels. Les termes « bénéfice d'exploitation » et « bénéfice ajusté » ne sont pas définis en vertu des principes comptables généralement reconnus et, par conséquent, ils ne peuvent pas être comparés aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Produits de détail

Le secteur **Produits de détail** regroupe les produits de cartes, les produits de crédit, les prêts hypothécaires et l'assurance, et s'occupe, par ailleurs, de la gestion des services liés aux opérations et à la technologie de la CIBC.

Objectifs	Résultats obtenus au 3 ^e trimestre
Obtenir un RCP d'exploitation se situant entre 25 % et 30 %.	Le RCP d'exploitation a été de 38 % durant le trimestre et se situe à 42 % depuis le début de l'exercice.
Inaugurer deux projets cibc.com par année.	Aucun nouveau projet n'a été annoncé depuis le début de l'exercice.

Bénéfice

	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001 ⁽¹⁾	31 juil. 2002	31 juil. 2001 ⁽¹⁾
<i>Sans vérification, en millions de dollars</i>					
Total des revenus (BIE)	625 \$	647 \$	608 \$	2 010 \$	1 820 \$
Frais autres que d'intérêts	270	257	252	796	729
Dotations aux pertes sur créances	106	99	108	336	306
Bénéfice avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	249	291	248	878	785
Impôts et part des actionnaires sans contrôle	83	95	88	296	271
Bénéfice déjà établi	166	196	160	582	514
Moins :					
Gain à la vente d'éléments d'actif non sectoriels	-	-	-	-	43
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	-	(4)	-	(9)
Bénéfice d'exploitation	166 \$	196 \$	164 \$	582 \$	480 \$
Taux d'efficacité déjà établi	43,2%	39,7%	41,3%	39,6%	40,0%
Rendement des capitaux propres (RCP) déjà établi	38,4%	42,0%	30,6%	42,4%	33,8%
Bénéfice économique déjà établi	114 \$	143 \$	98 \$	426 \$	330 \$
Coefficient de rendement d'exploitation	43,2%	39,7%	40,8%	39,6%	40,9%
RCP d'exploitation	38,4%	42,0%	31,4%	42,4%	31,4%
Bénéfice économique d'exploitation	114 \$	143 \$	102 \$	426 \$	296 \$

(1) Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de ne pas tenir compte d'Amicus.

Le bénéfice d'exploitation pour le trimestre a totalisé 166 millions \$, en hausse de 2 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001. Le bénéfice d'exploitation affiche une baisse de 30 millions \$ par rapport au trimestre précédent, en raison d'une augmentation des commissions internes versées aux segments clientèle par les Produits de crédit, d'une hausse des frais autres que d'intérêts et d'une progression de la dotation aux pertes sur créances.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002, le bénéfice d'exploitation a totalisé 582 millions \$, en hausse de 102 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001, compte tenu du volume croissant et de l'élargissement des écarts à la fois des produits de cartes et des prêts hypothécaires. Les bénéfices déjà établis sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

Revenus

	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001 ⁽¹⁾	31 juil. 2002	31 juil. 2001 ⁽¹⁾
<i>Sans vérification, en millions de dollars</i>					
Revenus déjà établis (BIE)					
Cartes	308 \$	302 \$	266 \$	917 \$	838 \$
Produits de prêts	124	149	155	445	472
Prêts hypothécaires	134	134	128	432	340
Assurance	19	19	13	53	38
Autres	40	43	46	163	132
	625	647	608	2 010	1 820
Moins :					
Gain à la vente d'éléments d'actif non sectoriels	-	-	-	-	58
Amortissement de l'écart d'acquisition - investissements comptabilisés à la valeur de consolidation	-	-	(3)	-	(4)
Revenus d'exploitation (BIE)					
Cartes	308	302	269	917	784
Produits de prêts	124	149	155	445	472
Prêts hypothécaires	134	134	128	432	340
Assurance	19	19	13	53	38
Autres	40	43	46	163	132
	625 \$	647 \$	611 \$	2 010 \$	1 766 \$

(1) Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de ne pas tenir compte d'Amicus.

Les revenus d'exploitation pour le trimestre se sont chiffrés à 625 millions \$, en hausse de 14 millions \$ comparativement au troisième trimestre de 2001, en raison de la hausse du volume de prêts hypothécaires et de l'élargissement des écarts des produits de cartes, ce qui a été annulé en partie par une hausse des paiements internes versés à titre de commissions au segment clientèle par les Produits de crédit. Les revenus d'exploitation ont fléchi de 22 millions \$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation des commissions internes versées par les Produits de crédit et d'une baisse du pourcentage de clients payant de l'intérêt sur les soldes impayés des cartes, ce qui a largement annulé les résultats à la hausse des prêts hypothécaires et des produits de cartes ainsi que l'incidence favorable de trois jours additionnels pour la période.

Les revenus d'exploitation pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 ont atteint 2 010 millions \$, en hausse de 244 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001, en raison de l'élargissement des écarts et des volumes accrus de cartes et de prêts hypothécaires, et de la hausse des revenus tirés des frais perçus pour le remboursement anticipé des prêts hypothécaires. Des commissions internes plus élevées, versées notamment par les Produits de crédit, ont annulé en partie les progrès inscrits. Les revenus déjà établis sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

Frais autres que d'intérêts

	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001 ⁽¹⁾	31 juil. 2002	31 juil. 2001 ⁽¹⁾
<i>Sans vérification, en millions de dollars</i>					
Frais autres que d'intérêts					
déjà établis	270 \$	257 \$	252 \$	796 \$	729 \$
Moins :					
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	-	1	-	5
Frais d'exploitation autres que d'intérêts	270 \$	257 \$	251 \$	796 \$	724 \$

(1) Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de ne pas tenir compte d'Amicus.

Les frais d'exploitation autres que d'intérêts pour le trimestre se sont chiffrés à 270 millions \$, en hausse de 19 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001, en raison d'une augmentation des frais de communication et de rémunération des employés. Les frais d'exploitation autres que d'intérêts ont grimpé de 13 millions \$ par rapport au trimestre précédent pour les mêmes raisons.

Les frais d'exploitation autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 ont totalisé 796 millions \$, en hausse de 72 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001, ce qui est attribuable à une augmentation des coûts de communication et de rémunération des employés, à la dépréciation et à la publicité. Les frais autres que d'intérêts déjà établis sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

À la fin du trimestre, l'effectif comptait 13 214 employés réguliers, soit 889 de plus qu'au troisième trimestre de 2001 et 170 employés de plus qu'au trimestre précédent afin de soutenir la forte croissance dans les prêts hypothécaires et les autres secteurs.

Dotation aux pertes sur créances

La dotation aux pertes sur créances a été de 106 millions \$ pour le trimestre, en baisse de 2 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de 2001. Il s'agit d'une amélioration de 7 millions \$ par rapport au trimestre précédent, attribuable à une croissance des résultats dans les Produits de crédit et à des recouvrements réalisés au trimestre précédent.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002, la dotation aux pertes sur créances a grimpé de 30 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001 pour atteindre 336 millions \$, en raison d'un ralentissement de l'économie et de la croissance du volume de cartes.

Marchés de détail

Le secteur **Marchés de détail** fournit des services financiers à des particuliers et à des PME au Canada, ainsi qu'à des particuliers et à des entreprises des Antilles. Ces services sont offerts par l'intermédiaire du vaste réseau de centres bancaires de la CIBC et de ses canaux électroniques en expansion rapide, tels les services bancaires par téléphone, les services bancaires par Internet, les GAB et les cartes de débit. Le secteur gère aussi les activités de paiement (comptes de chèques, comptes d'épargne et comptes courants), dont les revenus et les charges sont attribués à tous les segments de clientèle.

Objectifs	Résultats obtenus au 3 ^e trimestre
Réaliser un RCP d'exploitation se situant entre 17 % et 20 %.	Le RCP d'exploitation a été de 55 % pour le trimestre et est de 42 % pour l'exercice jusqu'ici écoulé. Le RCP d'exploitation se situe bien au-delà des prévisions, car le montant du capital nécessaire est bien en-dessous du montant figurant au plan d'origine.
Améliorer le taux de rétention de la clientèle.	Un sondage interne sur la rétention de la clientèle pour juillet 2002 a révélé un taux de roulement moyen inchangé sur 12 mois de 65 %.
Devenir la première banque des PME.	Les revenus réalisés auprès des PME ont progressé de 7 % au cours des neuf premiers mois par rapport à la période correspondante de l'exercice 2001. Le portefeuille des prêts aux PME s'est élargi de 0,6 % pour le trimestre et de 6,8 % pour les neuf premiers mois de l'exercice.

Bénéfice

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Total des revenus (BIE)	577 \$	513 \$	500 \$	1 594 \$	1 471 \$
Frais autres que d'intérêts	465	442	439	1 341	1 247
Dotations aux pertes sur créances	-	3	5	14	17
Bénéfice avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	112	68	56	239	207
Impôts et part des actionnaires sans contrôle	35	18	9	68	35
Bénéfice déjà établi	77	50	47	171	172
Moins :					
Gain à la vente d'éléments d'actif non sectoriels	10	-	-	10	-
Bénéfice d'exploitation	67 \$	50 \$	47 \$	161 \$	172 \$
Taux d'efficacité déjà établi	80,6%	86,4%	87,9%	84,1%	84,8%
Rendement des capitaux propres (RCP) déjà établi	64,1%	38,4%	34,7%	44,7%	43,2%
Bénéfice économique déjà établi	62 \$	35 \$	32 \$	127 \$	124 \$
Coefficient de rendement d'exploitation	82,4%	86,4%	87,9%	84,8%	84,8%
RCP d'exploitation	55,2%	38,4%	34,7%	41,9%	43,2%
Bénéfice économique d'exploitation	52 \$	35 \$	32 \$	117 \$	124 \$

Le bénéfice d'exploitation pour le trimestre s'est chiffré à 67 millions \$, en hausse de 20 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001, en raison d'une croissance des revenus et d'une diminution de la dotation aux pertes sur créances, lesquelles ont été annulées en partie par une augmentation des frais autres que d'intérêts. L'amélioration des revenus annulée en partie par une augmentation des frais autres que d'intérêts est venue gonfler de 17 millions \$ le bénéfice d'exploitation pour le trimestre.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002, le bénéfice d'exploitation a fléchi de 11 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001 pour être ramené à 161 millions \$. En effet, la croissance de 8 % du revenu a été largement annulée par la hausse des frais autres que d'intérêts et du taux d'imposition réel. Les bénéfices déjà établis sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

Revenus

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Revenus déjà établis (BIE)					
Opérations bancaires -					
Détail	302 \$	266 \$	249 \$	814 \$	738 \$
Opérations bancaires -					
PME	188	171	167	530	496
Antilles	81	69	70	225	208
Autres	6	7	14	25	29
	577	513	500	1 594	1 471
Moins :					
Gain à la vente d'éléments d'actif non sectoriels	13	-	-	13	-
Revenus d'exploitation (BIE)					
Opérations bancaires -					
Détail	302	266	249	814	738
Opérations bancaires -					
PME	188	171	167	530	496
Antilles	68	69	70	212	208
Autres	6	7	14	25	29
	564 \$	513 \$	500 \$	1 581 \$	1 471 \$

Les revenus d'exploitation ont totalisé 564 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 64 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001. Cette amélioration est due à la solide croissance du volume et aux commissions internes accrues versées par les fabricants de produits, ce qui a largement compensé la diminution des écarts sur les dépôts. Les commissions plus élevées versées par les fabricants de produits, l'inclusion de trois journées additionnelles dans le trimestre, l'amélioration des écarts sur les dépôts et la croissance du volume ont fait grimper les revenus d'exploitation de 51 millions \$ par rapport au trimestre précédent.

Les revenus d'exploitation pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 se sont chiffrés à 1 581 millions \$, en hausse de 110 millions \$ comparativement à la période correspondante de 2001. Ce bond est avant tout attribuable à la hausse des frais et des commissions provenant des fabricants de produits ainsi qu'à une croissance de 13 % du volume de dépôts à l'échelle nationale, ce qui a largement contrebalancé la diminution des revenus imputable à une baisse des écarts sur les dépôts. Les revenus déjà établis sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

Frais autres que d'intérêts

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Frais d'exploitation autres que d'intérêts déjà établis	465 \$	442 \$	439 \$	1 341 \$	1 247 \$

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont atteint 465 millions \$, en hausse de 26 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et de 23 millions \$ par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique par l'augmentation des coûts de marketing, de technologie et

d'exploitation auxquels se sont ajoutés d'autres frais de soutien.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002, des coûts plus élevés liés à la rémunération, à l'infrastructure dans le secteur technologique et à d'autres projets ont fait grimper de 94 millions \$ les frais autres que d'intérêts par rapport à la période correspondante de 2001, les faisant passer à 1 341 millions \$.

À la fin du trimestre, l'effectif comptait 14 175 employés, soit 388 de moins qu'au troisième trimestre de 2001 et 394 de moins qu'au trimestre précédent, par suite de la mise en oeuvre du programme de compression des coûts annoncé au quatrième trimestre de 2001.

Dotation aux pertes sur créances

La dotation aux pertes sur créances pour le trimestre a diminué de 5 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et de 3 millions \$ par rapport au trimestre précédent.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002, la dotation aux pertes sur créances se chiffrait à 14 millions \$ comparativement à 17 millions \$ en 2001.

Gestion des avoirs

Misant sur des rapports personnalisés, la **Gestion des avoirs** offre des services de vente et de consultation, ainsi que des services et des solutions à une vaste clientèle pour qui l'accumulation d'avoirs est une priorité. Ce secteur, par l'intermédiaire du personnel de vente en poste dans les centres bancaires, propose un large éventail de produits et de services d'investissement, dont le courtage traditionnel au Canada et aux États-Unis, le courtage à escompte, la gestion de l'actif, des services bancaires privés et fiduciaires mondiaux ainsi qu'une gamme complète de services de placement et de crédit.

Objectifs	Résultats obtenus au 3 ^e trimestre
Atteindre un rendement des capitaux propres d'exploitation de plus de 50 %.	Le RCP d'exploitation s'est établi à 64 % pour le trimestre et à 60 % pour les neuf premiers mois de l'exercice.
Accroître l'actif des fonds mutuels de 9 % pour l'exercice.	L'actif des fonds mutuels a progressé de 16 % jusqu'à maintenant pour l'exercice, compte tenu de l'actif acquis auprès de Gestion de placements CM Inc. Exclusion faite de l'actif acquis, le taux de croissance est de 1 % pour l'exercice jusqu'ici écoulé.
Augmenter de 4 % durant l'exercice le total des biens non institutionnels administrés par la Gestion des avoirs.	Les biens non institutionnels administrés se sont accrus de 27 % jusqu'à maintenant pour l'exercice, compte tenu de ceux acquis auprès de Merrill Lynch Canada Inc. et de Gestion de placements CM Inc. Compte non tenu des biens acquis, une croissance négative de 1 % a été réalisée.

Bénéfice

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Total des revenus (BIE)	707 \$	751 \$	598 \$	2 133 \$	1 772 \$
Frais autres que d'intérêts	626	710	488	1 936	1 413
Bénéfice avant impôts	81	41	110	197	359
Impôts	24	8	20	54	84
Bénéfice déjà établi	57	33	90	143	275
Moins :					
Gain à la vente d'éléments d'actif non sectoriels	-	-	22	-	22
Frais liés à l'acquisition de Merrill Lynch	(27)	(41)	-	(99)	-
Bénéfice d'exploitation	84 \$	74 \$	68 \$	242 \$	253 \$
Taux d'efficacité déjà établi	88,6%	94,5%	81,5%	90,8%	79,7%
Rendement des capitaux propres (RCP) déjà établi	42,6%	22,4%	81,5%	34,8%	85,8%
Bénéfice économique déjà établi	41 \$	17 \$	77 \$	97 \$	236 \$
Coefficient de rendement					
d'exploitation	82,4%	85,5%	84,6%	83,2%	80,7%
RCP d'exploitation	63,7%	52,7%	61,1%	60,0%	78,8%
Bénéfice économique d'exploitation	68 \$	58 \$	55 \$	196 \$	214 \$

Le bénéfice d'exploitation pour le trimestre a atteint 84 millions \$, en hausse de 16 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001, ce qui est attribuable surtout au bénéfice d'exploitation découlant de l'acquisition des activités de services aux particuliers de Merrill Lynch Canada Inc., de Gestion des placements CM Inc. et du reste des actions de TAL Gestion globale d'actifs Inc., ainsi qu'à l'accroissement du bénéfice de Service Impérial. Les activités de gestion des coûts y compris les synergies produites par l'intégration des activités acquises ont entraîné une diminution des dépenses, ce qui a fait progresser le bénéfice d'exploitation de 10 millions \$ par rapport au trimestre précédent malgré une baisse des revenus.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002, le bénéfice d'exploitation s'est chiffré à 242 millions \$, affichant une baisse de 11 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001, en raison surtout du manque à gagner provenant des CPG par suite de la réduction des écarts et des volumes et de la chute du bénéfice de trésorerie. L'augmentation des revenus tirés des commissions de Service Impérial attribuable à la hausse du volume de prêts et de prêts hypothécaires, ainsi que les bénéfices découlant des acquisitions mentionnées ci-dessus sont venus contrebalancer ces résultats défavorables. Les bénéfices déjà établis sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

Revenus

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Revenus déjà établis (BIE)					
Service Impérial	176 \$	164 \$	168 \$	498 \$	471 \$
Placements, clientèle privée	336	378	238	1 015	752
Services bancaires privés et services fiduciaires, monde	31	30	53	95	117
Produits de la gestion des avoirs	166	162	116	476	380
Autres	(2)	17	23	49	52
	707	751	598	2 133	1 772
Moins :					
Gain à la vente d'éléments d'actif non sectoriels	-	-	22	-	22
Revenus d'exploitation (BIE)					
Service Impérial	176	164	168	498	471
Placements, clientèle privée	336	378	238	1 015	752
Services bancaires privés et services fiduciaires, monde	31	30	31	95	95
Produits de la gestion des avoirs	166	162	116	476	380
Autres	(2)	17	23	49	52
	707 \$	751 \$	576 \$	2 133 \$	1 750 \$

Les revenus d'exploitation pour le trimestre ont totalisé 707 millions \$, en hausse de 131 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001. Cette amélioration s'explique avant tout par la croissance générale de l'assiette du revenu pour les placements de la clientèle privée et les produits de la Gestion des avoirs par suite des acquisitions suivantes :

- reste des actions de TAL Gestion globale d'actifs Inc. en octobre 2001;
- activités de courtage de détail de Merrill Lynch Canada Inc. en décembre 2001;
- Gestion de placements CM Inc. en janvier 2002.

La croissance des revenus a été annulée en partie par une réduction des revenus de trésorerie et des CPG en raison du rétrécissement des écarts et d'une baisse des volumes. Les revenus d'exploitation ont fléchi de 44 millions \$ par rapport au trimestre précédent à cause du ralentissement économique qui a eu une incidence négative sur les volumes d'opérations de négociation au détail et sur le bénéfice de trésorerie.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002, les revenus d'exploitation se sont chiffrés à 2 133 millions \$, en hausse de 383 millions \$ comparativement à la période correspondante de 2001 grâce surtout aux acquisitions et aux revenus plus élevés enregistrés par Service Impérial, ce qui a été annulé en partie par une baisse des revenus des CPG. Les revenus déjà établis sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

Frais autres que d'intérêts

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Frais autres que d'intérêts déjà établis	626 \$	710 \$	488 \$	1 936 \$	1 413 \$
Moins :					
Frais liés à l'acquisition de Merrill Lynch	44	68	-	162	-
Frais d'exploitation autres que d'intérêts	582 \$	642 \$	488 \$	1 774 \$	1 413 \$

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont augmenté de 94 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 pour atteindre 582 millions \$. Si on exclut les frais liés aux activités acquises, les frais d'exploitation autres que d'intérêts ont chuté de 41 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 grâce aux activités de gestion des coûts. La baisse des coûts de rémunération liés au revenu, les synergies découlant de l'intégration des acquisitions et les activités de gestion des coûts ont fait économiser 60 millions \$ par rapport au trimestre précédent.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002, les frais d'exploitation autres que d'intérêts ont grimpé de 361 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001 pour totaliser 1 774 millions \$. En excluant les dépenses associées aux activités acquises, ces frais ont diminué de 44 millions \$ grâce aux activités de gestion des coûts. Les frais d'exploitation autres que d'intérêts déjà établis sont indiqués ci-dessus.

À la fin du trimestre, l'effectif comptait 9 297 employés réguliers, soit 2 575 de plus qu'au trimestre correspondant de 2001, en raison des acquisitions mentionnées ci-dessus. Il y avait toutefois 114 employés de moins qu'au trimestre précédent à cause de la mise en oeuvre du programme de compression des coûts annoncé au quatrième trimestre de 2001 et des synergies découlant de l'intégration des activités acquises.

Marchés mondiaux CIBC

Le secteur *Marchés mondiaux CIBC* est une banque d'investissement qui offre une gamme complète de services partout en Amérique du Nord et qui est de plus en plus présente sur les marchés de l'Europe et occupe des créneaux en Asie.

Objectifs	Résultats obtenus au 3 ^e trimestre
Dégager annuellement un bénéfice d'exploitation net après impôts de 1 milliard \$.	La perte d'exploitation pour le trimestre a été de 76 millions \$, ce qui porte le bénéfice d'exploitation à 122 millions \$ pour l'exercice jusqu'ici écoulé.
Réaliser un rendement des capitaux propres d'exploitation se situant entre 15 % et 20 %.	Le RCP d'exploitation a été de (10) % pour le trimestre et de 3 % pour l'exercice jusqu'ici écoulé.
Enregistrer annuellement des revenus de services de banque d'affaires variant entre 600 et 800 millions \$.	Ces revenus ont été de (116) millions \$ pour le trimestre et de 407 millions \$ pour l'exercice jusqu'ici écoulé.

Bénéfice

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Total des revenus (BIE)	553 \$	982 \$	1 066 \$	2 710 \$	3 241 \$
Frais autres que d'intérêts	487	699	685	1 846	2 025
Dotations aux pertes sur créances	179	283	138	855	367
Bénéfice (perte) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	(113)	-	243	9	849
Impôts et part des actionnaires sans contrôle	(37)	(57)	14	(113)	154
Bénéfice (perte) déjà établi	(76)	57	229	122	695
Moins :					
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	-	(3)	-	(10)
Bénéfice (perte) d'exploitator	(76)\$	57 \$	232 \$	122 \$	705 \$
Taux d'efficacité déjà établi	88,1%	71,2%	64,3%	68,1%	62,5%
Rendement des capitaux propres (RCP) déjà établi	(10,0)%	4,4%	23,4%	2,7%	21,2%
déjà établi	(192)\$	(51)\$	116 \$	(211)\$	308 \$
Coefficient de rendement d'exploitation	88,1%	71,2%	63,9%	68,1%	62,2%
RCP d'exploitation	(10,0)%	4,4%	23,8%	2,7%	21,5%
Bénéfice (perte) économique d'exploitation	(192)\$	(51)\$	119 \$	(211)\$	317 \$

La perte d'exploitation pour le trimestre s'est chiffrée à 76 millions \$, ce qui représente une chute de 308 millions \$ du bénéfice d'exploitation par rapport au troisième trimestre de 2001, en raison surtout d'une diminution considérable des revenus et des pertes sur prêts très élevées,

ce qui a été compensé en partie par une réduction des frais autres que d'intérêts. Le bénéfice d'exploitation affichait un recul de 133 millions \$ par rapport au trimestre précédent par suite d'une baisse de revenus, ce qui a été contrebalancé en partie par une diminution de la dotation aux pertes sur créances et des frais autres que d'intérêts.

Le bénéfice d'exploitation pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 a totalisé 122 millions \$, ce qui représente une baisse de 583 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001, pour les raisons invoquées ci-dessus relativement à l'exercice précédent. Les bénéfices déjà établis sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

Revenus

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Revenus d'exploitation déjà établis (BIE)				1 024 \$	1 214 \$
Marchés financiers	279 \$	307 \$	365 \$		
Produits bancaires d'investissement et de crédit	278	354	480	965	1 307
Services de banque d'affaires	(116)	220	103	407	389
Services bancaires aux entreprises	113	109	125	334	367
Autres	(1)	(8)	(7)	(20)	(36)
	553 \$	982 \$	1 066 \$	2 710 \$	3 241 \$

Les revenus du trimestre se sont chiffrés à 553 millions \$, en baisse de 513 millions \$ sur ceux du troisième trimestre de 2001 en raison du volume moindre des activités de négociation et de montage ainsi qu'à cause de l'incidence de la dévaluation nette de l'actif lié aux services de banque d'affaires. Les revenus ont diminué de 429 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Cette régression est principalement attribuable aux services de banque d'affaires, car la période précédente avait enregistré des gains importants à la venue à terme des derniers contrats de couverture relatifs aux actions de Global Crossing Ltd., gains légèrement atténués par la dévaluation de certains éléments d'actif. Les revenus tirés des activités de négociation et de montage ont également accusé une baisse comparativement à la période précédente, ce qui reflète la persistance des difficultés sur les marchés financiers aux États-Unis.

Les revenus pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 se sont élevés à 2 710 millions \$, en baisse de 531 millions \$ sur ceux de la période correspondante de 2001 en raison du volume moindre des activités de négociation et de montage aux États-Unis ainsi qu'à cause du maintien d'une conjoncture économique défavorable.

Frais autres que d'intérêts

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Frais autres que d'intérêts déjà établis	487 \$	699 \$	685 \$	1 846 \$	2 025 \$
Moins :					
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	-	3	-	10
autres que d'intérêts	487 \$	699 \$	682 \$	1 846 \$	2 015 \$

Au cours du trimestre, les frais d'exploitation autres que d'intérêts se sont établis à 487 millions \$, en baisse de 195 millions \$ sur ceux du troisième trimestre de 2001 à cause surtout de la diminution de la rémunération variable. Les frais d'exploitation autres que d'intérêts ont reculé de 212 millions \$ par rapport au trimestre précédent principalement pour la raison précisée plus haut. Les frais du trimestre précédent tenaient compte aussi des coûts plus élevés liés aux indemnités de départ, versées par suite de la réduction du personnel.

Les frais d'exploitation autres que d'intérêts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 ont atteint 1 846 millions \$, soit une baisse de 169 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001 qui est due principalement à la raison énoncée plus haut. Les frais autres que d'intérêts figurent dans le tableau ci-dessus.

À la fin du trimestre, l'effectif comptait 2 824 employés réguliers, soit 165 de moins qu'au troisième trimestre de 2001, baisse attribuable au programme de compression des coûts annoncé en fin d'exercice et à l'implantation d'un tout nouveau programme visant à réduire les effectifs. Le personnel a diminué de 26 employés réguliers depuis le trimestre précédent.

Dotations aux pertes sur créances

Pour le trimestre, la dotation aux pertes sur créances a totalisé 179 millions \$, soit 41 millions \$ de plus qu'au troisième trimestre de 2001 puisque la dégradation de la conjoncture économique observée au cours des trois trimestres précédents s'est poursuivie ce trimestre. La dotation aux pertes sur créances a été diminuée de 104 millions \$ par rapport au trimestre précédent, lequel avait inscrit une perte importante associée aux installations de Téléglobe Inc.

La dotation aux pertes sur créances pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 s'est chiffrée à 855 millions \$, en hausse de 488 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001 à cause de la dégradation de la conjoncture du marché et de dotations spécifiques relatives à Enron Corporation, à Global Crossing Ltd. et à Téléglobe Inc.

Amicus

Amicus regroupe les entreprises de services bancaires électroniques de détail en comarque, dont les Services financiers le Choix du Président (Les Compagnies Loblaw Limitée), Marketplace Bank (Winn-Dixie Stores, Inc.), Safeway SELECT Bank (Safeway Inc.) et l'entreprise de guichets automatiques hors des centres bancaires.

Objectif	Résultats obtenus au 3 ^e trim.
Attirer au moins un million de nouveaux clients à Amicus au cours de la période de deux ans se terminant le 31 octobre 2002.	99 000 clients ont été recrutés pendant le trimestre, portant ainsi à 715 000 le nombre de nouveaux clients depuis le 31 octobre 2000.

Bénéfice

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Total des revenus (BIE)	62 \$	51 \$	48 \$	159 \$	109 \$
Frais autres que d'intérêts	147	144	148	435	395
Dotations aux pertes sur créances	5	5	3	15	7
Perte avant impôts	(90)	(98)	(103)	(291)	(293)
Impôts	(36)	(34)	(39)	(106)	(113)
Perte déjà établie	(54)	(64)	(64)	(185)	(180)
Moins :					
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	-	-	-	(3)
Perte ajustée	(54)\$	(64)\$	(64)\$	(185)\$	#####

La perte ajustée d'Amicus pour le trimestre s'est établie à 54 millions \$, en baisse de 10 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et au trimestre précédent en raison de l'augmentation des revenus. La perte ajustée pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 a atteint 185 millions \$, en hausse de 8 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001 à cause d'une progression des dépenses qui n'a été que partiellement atténuée par la croissance des revenus. La perte enregistrée figure dans le tableau ci-dessus.

Les revenus pour le trimestre se sont élevés à 62 millions \$, en hausse de 14 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et de 11 millions \$ sur le trimestre précédent en raison de l'augmentation du volume et de l'élargissement des écarts. Les revenus pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 se sont situés à 159 millions \$, soit 50 millions \$ de plus qu'à la période correspondante de 2001 pour les raisons indiquées plus haut.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont atteint 147 millions \$, soit un niveau similaire à celui du troisième trimestre de 2001 et du trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 se sont chiffrés à 435 millions \$, soit une hausse de 40 millions \$ par rapport à la période

correspondante de 2001 due à l'expansion des activités au Canada et aux États-Unis.

L'effectif comptait 2 518 employés réguliers en fin de trimestre, soit 108 de moins qu'au troisième trimestre de 2001 par suite de l'application du programme de réduction des coûts. Le personnel régulier s'est accru de 72 membres par rapport au trimestre précédent notamment en raison de l'accroissement du nombre de points de service aux États-Unis.

La dotation aux pertes sur créances pour le trimestre a totalisé 5 millions \$, en hausse de 2 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 en raison de l'expansion des activités et au même niveau qu'au trimestre précédent. La dotation aux pertes sur créances pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 s'est établie à 15 millions \$, soit 8 millions \$ de plus qu'à la période correspondante de 2001 à cause de l'expansion des activités.

Activités non sectorielles et autres

*Le poste **Activités non sectorielles et autres** englobe les trois groupes fonctionnels, soit Trésorerie et gestion du bilan et du risque, Administration et Développement de l'entreprise, ainsi que l'entreprise de services de garde de titres de CIBC Mellon et d'autres éléments de revenus et de charges non directement imputables aux secteurs d'exploitation. Les activités que les groupes fonctionnels mènent au nom de la CIBC dans son ensemble sont prises en compte dans les Activités non sectorielles et autres.*

Bénéfice

	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002 ⁽¹⁾	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
<i>Sans vérification,</i>					
<i>en millions de dollars</i>					
Bénéfice (perte) déjà établi	23 \$	(45)\$	(2)\$	(80)\$	(32)\$
Moins :					
Ajustement lié à des modifications au taux d'imposition	-	-	(21)	-	(66)
Événements du 11 septembre 2001	(12)	-	-	(12)	-
Amortissement de l'écart d'acquisition - investissements comptabilisés à la valeur de consolidation	-	-	(4)	-	(12)
Bénéfice (perte) d'exploitation	35 \$	(45)\$	23 \$	(68)\$	46 \$

(1) Certaines données comparatives ont été retraitées à la suite de l'adoption des recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Le bénéfice d'exploitation pour le trimestre s'est chiffré à 35 millions \$, soit une progression de 12 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 attribuable principalement à l'effet positif net d'un montant de 24 millions \$ lié à l'adoption anticipée d'une comptabilité propre à la rémunération à base d'actions, gain qui a été en partie atténué par une baisse des revenus de trésorerie. Le bénéfice d'exploitation a dépassé de 80 millions \$ celui

inscrit au trimestre précédent à cause surtout des raisons indiquées plus haut et du niveau moindre de la rémunération liée aux revenus.

La perte d'exploitation pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 a atteint 68 millions \$, comparativement à un bénéfice d'exploitation de 46 millions \$ pour la période correspondante de 2001, situation due en grande partie à une baisse des revenus de trésorerie et à la réduction de la valeur d'un placement en actions privilégiées au premier trimestre de 2002. Depuis le début de l'exercice, l'effet net de l'adoption anticipée d'une comptabilité propre à la rémunération à base d'actions a été minime.

Gestion du risque et du bilan

L'approche de la CIBC à la gestion du risque et du bilan (incluant le capital) est sensiblement la même que celle décrite aux pages 46 à 58 du rapport annuel de 2001. Au cours du trimestre, le secteur Trésorerie et gestion du bilan et du risque (TGBR) a poursuivi l'élaboration et l'exécution de son plan visant à devenir un seul groupe fonctionnel. La nouvelle structure cherche à améliorer le service à l'échelle de la CIBC tout en maintenant une approche disciplinée et indépendante face à la mesure, à la surveillance et au contrôle du risque et des ressources du bilan de la Banque.

Gestion du risque de crédit

À la fin du trimestre, les prêts douteux bruts s'élevaient à 2,29 milliards \$, contre 1,70 milliard \$ au 31 octobre 2001. La hausse la plus importante est attribuable aux entreprises des secteurs des télécommunications, des médias et de la technologie, principalement aux États-Unis et en Europe. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002, les prêts douteux bruts se sont accrus de 263 millions \$ aux États-Unis, de 59 millions \$ au Canada et de 268 millions \$ dans les autres régions géographiques.

La dotation aux pertes sur créances est passée pour le trimestre à 290 millions \$, en baisse par rapport à 390 millions \$ au deuxième trimestre et en hausse comparativement à 254 millions \$ au troisième trimestre de 2001. Depuis le début de l'exercice, la dotation aux pertes sur créances s'élève à 1 220 millions \$, en hausse par rapport à 697 millions \$ pour la période correspondante de 2001. Les pertes liées aux prêts sur cartes de crédit ainsi qu'aux entreprises du secteur associé aux ressources et des secteurs des télécommunications, des médias et de la technologie ont représenté 81 % des pertes du trimestre et 83 % des pertes cumulées depuis le début de l'exercice.

La provision totale pour pertes sur créances de la CIBC, composée de provisions spécifiques et d'une provision générale, s'établissait à la fin du trimestre à 2,55 milliards \$, en hausse de 85 millions \$ sur celle enregistrée à la fin du trimestre précédent, de 258 millions \$ par rapport à celle comptabilisée au 31 octobre 2001 et de 269 millions \$ comparativement à celle inscrite à la fin du troisième trimestre de 2001. L'augmentation de la provision totale découle des fluctuations des provisions spécifiques.

Au 31 juillet 2002, la provision totale pour pertes sur créances dépassait les prêts douteux bruts de 260 millions \$, en regard de 592 millions \$ au 31 octobre 2001.

Gestion du risque de marché

Le tableau ci-dessous montre les unités de mesure du risque (UMR) (valeur à risque) moyennes et en fin de période, au total et par type de risque, découlant des activités de négociation de la CIBC pour le trimestre terminé le 31 juillet 2002, et les UMR moyennes calculées depuis le début de l'exercice 2002 et pour l'exercice 2001. Le niveau de risque global était inférieur à celui de l'exercice précédent, bien qu'il se soit accru à la fin du trimestre lorsque les paramètres de risque ont affiché des conditions du marché plus volatiles.

La CIBC procède à des essais à rebours quotidiens qui permettent de comparer les revenus tirés de la négociation aux UMR. Les activités de négociation quotidiennes ont été

UMR PAR CATÉGORIE DE RISQUE - NÉGOCIATION

<i>Sans vérification, en millions de dollars</i>	Fin T3 2002	Moyenne T3 2002	Moyenne cumul. 2002	Moyenne 2001
Risque de taux d'intérêt	3.31	6.59	9.53	7.05
Risque d'écart de crédit	7.34	5.54	5.58	8.50
Risque lié aux actions	7.90	7.79	8.19	9.81
Risque de change	0.44	0.53	0.85	0.81
Risque lié aux marchandises	1.13	0.96	0.88	1.16
Effet de diversification	(7.97)	(10.80)	(12.46)	(13.13)
Risque total	12.15	10.61	12.57	14.20

positives durant 73 % du trimestre, et les pertes de négociation n'ont jamais dépassé les UMR.

Gestion du risque d'illiquidité

Le procédé de gestion du risque d'illiquidité de la CIBC consiste à conserver suffisamment d'éléments d'actif très liquides, les sources de fonds étant diversifiées par client, devise, type et situation géographique. Au 31 juillet 2002, le total des titres liquides comprenait des éléments d'actif liquides de 64,1 milliards \$, soit 21 % du total de l'actif, contre 57,6 milliards \$ ou 20 % du total de l'actif au 31 octobre 2001. La CIBC disposait également de titres empruntés ou achetés en vertu de conventions de revente d'une valeur de 23,8 milliards \$ au 31 juillet 2002. Dans le cours des activités normales de la CIBC, certains éléments d'actif ont aussi été transportés en garantie dans le cadre de la gestion des biens nantis ou du financement. Au 31 juillet 2002, le montant des éléments d'actif donnés en nantissement s'élevait à 44,7 milliards \$.

En juillet 2002, Moody's Investors Service, une des agences de notation de la CIBC, a annoncé qu'elle plaçait la cote de crédit à long terme de la Banque, Aa3, sous observation en vue d'un éventuel abaissement. Cette mesure n'affecte pas la cote de crédit à court terme de la CIBC, qui se situe à P-1. Si la cote de crédit à long terme de la CIBC devait être abaissée, les exigences liées au nantissement dans le cas d'opérations sur instruments dérivés pourraient augmenter (selon une estimation, à 253 millions \$ au

31 juillet 2002) et la CIBC pourrait également faire face à une hausse dans le coût des fonds.

Gestion du risque d'exploitation

En décembre 2001, le Groupe de la gestion du risque du Comité de Bâle sur la supervision bancaire a publié un document sur les saines pratiques de gestion et de supervision du risque d'exploitation. La division du TGBR chargée de mesurer, de surveiller et de contrôler le risque d'exploitation continue de déceler, de mesurer, de surveiller et de gérer le risque d'exploitation conformément aux nouvelles pratiques du secteur. Au cours du trimestre, la division a été officialisée et les comités de la CIBC consacrés à l'exploitation et à l'administration ainsi qu'au capital et au risque ont approuvé les principes, les procédures et les normes servant à la mesure, à la surveillance et au contrôle du risque d'exploitation.

Gestion du bilan

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002, la CIBC a poursuivi la réaffectation des ressources du bilan (y compris le capital) aux entreprises affichant un bénéfice solide, revêtant une grande importance stratégique et possédant un potentiel de croissance à long terme. Les activités de prêts hypothécaires à l'habitation continuent de connaître une forte croissance qui a donné lieu à une progression de 11 % de l'utilisation du bilan depuis le 31 octobre 2001. De même, la croissance continue des prêts sur cartes de crédit et des prêts personnels a accru le résultat des prêts aux particuliers au bilan de plus de 9 % au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002.

La CIBC poursuit sa stratégie consistant à réaffecter les capitaux consacrés aux entreprises à rendement moins élevé. Les ressources affectées au portefeuille de prêts secondaires de gros ont été réduites d'environ 42 % depuis le 31 octobre 2001, par un ensemble de ventes de prêts, de produits dérivés de crédit et de valeurs venant à échéance.

Dans l'ensemble, depuis le 31 octobre 2001, le bilan de la CIBC s'est amélioré de 17,2 milliards \$, pour s'établir à 304,7 milliards \$. Cette augmentation découle surtout de l'accroissement des activités de détail dont les prêts hypothécaires à l'habitation (6,5 milliards \$), les prêts sur cartes de crédit et les prêts personnels (2,6 milliards \$), de même que des éléments d'actif comportant un risque moins élevé, tels les titres (10,0 milliards \$) et les dépôts portant intérêt auprès d'autres banques (1,3 milliard \$). Cette progression a été en partie neutralisée par la réduction continue des prêts aux entreprises et aux administrations publiques (2,7 milliards \$), par les engagements de clients au titre d'acceptations (1,4 milliard \$) et par la valeur marchande des produits dérivés (1,8 milliard \$). La CIBC maintient des ratios de capital vigoureux grâce à la gestion permanente des ressources du bilan.

L'excédent net non matérialisé de la valeur marchande sur la valeur comptable du portefeuille de placement de la CIBC a totalisé 622 millions \$. Les gains non matérialisés dans les fonds propres de la CIBC étaient liés

principalement aux placements détenus dans le portefeuille de services de banque d'affaires.

Gestion du capital réglementaire et ratios de capital

Au 31 juillet 2002, le capital de première catégorie et le capital réglementaire total de la CIBC se chiffraient respectivement à 11,6 milliards \$ et à 15,7 milliards \$, comparativement à 11,7 milliards \$ et à 15,6 milliards \$ au 31 octobre 2001. Les ratios du capital de première catégorie et du capital réglementaire total s'établissaient respectivement à 8,8 % et à 11,9 %, en regard de 9,0 % et de 12,0 % au 31 octobre 2001.

En avril 2002, la CIBC a émis pour 400 millions \$ d'actions privilégiées de catégorie A et de série 25 à dividende non cumulatif. Une partie du produit de l'émission, même s'il s'agit structurellement de capital de première catégorie, continue d'être inscrite pour le moment à titre de capital de deuxième catégorie puisque le montant total des actions privilégiées de la CIBC considéré comme capital de première catégorie dépasse la limite de 25 % du capital net de première catégorie fixée par l'organisme de réglementation.

Le 9 janvier 2002, la CIBC a fait une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités visant le rachat d'au plus 18 millions d'actions ordinaires. L'offre se termine le 8 janvier 2003. Aucune action ordinaire n'a été rachetée au cours du trimestre. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002, un total de 5 686 000 actions ordinaires ont été rachetées au prix moyen de 55,05 \$ l'action.

Marchés mondiaux CIBC

Le secteur *Marchés mondiaux CIBC* est une banque d'investissement qui offre une gamme complète de services partout en Amérique du Nord et qui est de plus en plus présente sur les marchés de l'Europe et occupe des créneaux en Asie.

Objectifs	Résultats obtenus au 3 ^e trimestre
Dégager annuellement un bénéfice d'exploitation net après impôts de 1 milliard \$.	La perte d'exploitation pour le trimestre a été de 76 millions \$, ce qui porte le bénéfice d'exploitation à 122 millions \$ pour l'exercice jusqu'ici écoulé.
Réaliser un rendement des capitaux propres d'exploitation se situant entre 15 % et 20 %.	Le RCP d'exploitation a été de (10) % pour le trimestre et de 3 % pour l'exercice jusqu'ici écoulé.
Enregistrer annuellement des revenus de services de banque d'affaires variant entre 600 et 800 millions \$.	Ces revenus ont été de (116) millions \$ pour le trimestre et de 407 millions \$ pour l'exercice jusqu'ici écoulé.

Bénéfice

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Total des revenus (BIE)	553 \$	982 \$	1 066 \$	2 710 \$	3 241 \$
Frais autres que d'intérêts	487	699	685	1 846	2 025
Dotations aux pertes sur créances	179	283	138	855	367
Bénéfice (perte) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	(113)	-	243	9	849
Impôts et part des actionnaires sans contrôle	(37)	(57)	14	(113)	154
Bénéfice (perte) déjà établi	(76)	57	229	122	695
Moins :					
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	-	(3)	-	(10)
Bénéfice (perte) d'exploitator	(76)\$	57 \$	232 \$	122 \$	705 \$
Taux d'efficacité déjà établi	88,1%	71,2%	64,3%	68,1%	62,5%
Rendement des capitaux propres (RCP) déjà établi	(10,0)%	4,4%	23,4%	2,7%	21,2%
déjà établi	(192)\$	(51)\$	116 \$	(211)\$	308 \$
Coefficient de rendement d'exploitation	88,1%	71,2%	63,9%	68,1%	62,2%
RCP d'exploitation	(10,0)%	4,4%	23,8%	2,7%	21,5%
Bénéfice (perte) économique d'exploitation	(192)\$	(51)\$	119 \$	(211)\$	317 \$

La perte d'exploitation pour le trimestre s'est chiffrée à 76 millions \$, ce qui représente une chute de 308 millions \$ du bénéfice d'exploitation par rapport au troisième trimestre de 2001, en raison surtout d'une diminution considérable des revenus et des pertes sur prêts très élevées,

ce qui a été compensé en partie par une réduction des frais autres que d'intérêts. Le bénéfice d'exploitation affichait un recul de 133 millions \$ par rapport au trimestre précédent par suite d'une baisse de revenus, ce qui a été contrebalancé en partie par une diminution de la dotation aux pertes sur créances et des frais autres que d'intérêts.

Le bénéfice d'exploitation pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2002 a totalisé 122 millions \$, ce qui représente une baisse de 583 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001, pour les raisons invoquées ci-dessus relativement à l'exercice précédent. Les bénéfices déjà établis sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

Revenus

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Revenus d'exploitation déjà établis (BIE)				1 024 \$	1 214 \$
Marchés financiers	279 \$	307 \$	365 \$		
Produits bancaires d'investissement et de crédit	278	354	480	965	1 307
Services de banque d'affaires	(116)	220	103	407	389
Services bancaires aux entreprises	113	109	125	334	367
Autres	(1)	(8)	(7)	(20)	(36)
	553 \$	982 \$	1 066 \$	2 710 \$	3 241 \$

Les revenus du trimestre se sont chiffrés à 553 millions \$, en baisse de 513 millions \$ sur ceux du troisième trimestre de 2001 en raison du volume moindre des activités de négociation et de montage ainsi qu'à cause de l'incidence de la dévaluation nette de l'actif lié aux services de banque d'affaires. Les revenus ont diminué de 429 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Cette régression est principalement attribuable aux services de banque d'affaires, car la période précédente avait enregistré des gains importants à la venue à terme des derniers contrats de couverture relatifs aux actions de Global Crossing Ltd., gains légèrement atténués par la dévaluation de certains éléments d'actif. Les revenus tirés des activités de négociation et de montage ont également accusé une baisse comparativement à la période précédente, ce qui reflète la persistance des difficultés sur les marchés financiers aux États-Unis.

Les revenus pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 se sont élevés à 2 710 millions \$, en baisse de 531 millions \$ sur ceux de la période correspondante de 2001 en raison du volume moindre des activités de négociation et de montage aux États-Unis ainsi qu'à cause du maintien d'une conjoncture économique défavorable.

Frais autres que d'intérêts

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Frais autres que d'intérêts déjà établis	487 \$	699 \$	685 \$	1 846 \$	2 025 \$
Moins :					
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	-	3	-	10
autres que d'intérêts	487 \$	699 \$	682 \$	1 846 \$	2 015 \$

Au cours du trimestre, les frais d'exploitation autres que d'intérêts se sont établis à 487 millions \$, en baisse de 195 millions \$ sur ceux du troisième trimestre de 2001 à cause surtout de la diminution de la rémunération variable. Les frais d'exploitation autres que d'intérêts ont reculé de 212 millions \$ par rapport au trimestre précédent principalement pour la raison précisée plus haut. Les frais du trimestre précédent tenaient compte aussi des coûts plus élevés liés aux indemnités de départ, versées par suite de la réduction du personnel.

Les frais d'exploitation autres que d'intérêts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 ont atteint 1 846 millions \$, soit une baisse de 169 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001 qui est due principalement à la raison énoncée plus haut. Les frais autres que d'intérêts figurent dans le tableau ci-dessus.

À la fin du trimestre, l'effectif comptait 2 824 employés réguliers, soit 165 de moins qu'au troisième trimestre de 2001, baisse attribuable au programme de compression des coûts annoncé en fin d'exercice et à l'implantation d'un tout nouveau programme visant à réduire les effectifs. Le personnel a diminué de 26 employés réguliers depuis le trimestre précédent.

Dotations aux pertes sur créances

Pour le trimestre, la dotation aux pertes sur créances a totalisé 179 millions \$, soit 41 millions \$ de plus qu'au troisième trimestre de 2001 puisque la dégradation de la conjoncture économique observée au cours des trois trimestres précédents s'est poursuivie ce trimestre. La dotation aux pertes sur créances a été diminuée de 104 millions \$ par rapport au trimestre précédent, lequel avait inscrit une perte importante associée aux installations de Téléglobe Inc.

La dotation aux pertes sur créances pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 s'est chiffrée à 855 millions \$, en hausse de 488 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001 à cause de la dégradation de la conjoncture du marché et de dotations spécifiques relatives à Enron Corporation, à Global Crossing Ltd. et à Téléglobe Inc.

Amicus

Amicus regroupe les entreprises de services bancaires électroniques de détail en comarque, dont les Services financiers le Choix du Président (Les Compagnies Loblaw Limitée), Marketplace Bank (Winn-Dixie Stores, Inc.), Safeway SELECT Bank (Safeway Inc.) et l'entreprise de guichets automatiques hors des centres bancaires.

Objectif	Résultats obtenus au 3 ^e trim.
Attirer au moins un million de nouveaux clients à Amicus au cours de la période de deux ans se terminant le 31 octobre 2002.	99 000 clients ont été recrutés pendant le trimestre, portant ainsi à 715 000 le nombre de nouveaux clients depuis le 31 octobre 2000.

Bénéfice

Sans vérification, en millions de dollars	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
Total des revenus (BIE)	62 \$	51 \$	48 \$	159 \$	109 \$
Frais autres que d'intérêts	147	144	148	435	395
Dotations aux pertes sur créances	5	5	3	15	7
Perte avant impôts	(90)	(98)	(103)	(291)	(293)
Impôts	(36)	(34)	(39)	(106)	(113)
Perte déjà établie	(54)	(64)	(64)	(185)	(180)
Moins :					
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	-	-	-	(3)
Perte ajustée	(54)\$	(64)\$	(64)\$	(185)\$	#####

La perte ajustée d'Amicus pour le trimestre s'est établie à 54 millions \$, en baisse de 10 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et au trimestre précédent en raison de l'augmentation des revenus. La perte ajustée pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 a atteint 185 millions \$, en hausse de 8 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2001 à cause d'une progression des dépenses qui n'a été que partiellement atténuée par la croissance des revenus. La perte enregistrée figure dans le tableau ci-dessus.

Les revenus pour le trimestre se sont élevés à 62 millions \$, en hausse de 14 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 et de 11 millions \$ sur le trimestre précédent en raison de l'augmentation du volume et de l'élargissement des écarts. Les revenus pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 se sont situés à 159 millions \$, soit 50 millions \$ de plus qu'à la période correspondante de 2001 pour les raisons indiquées plus haut.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont atteint 147 millions \$, soit un niveau similaire à celui du troisième trimestre de 2001 et du trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 se sont chiffrés à 435 millions \$, soit une hausse de 40 millions \$ par rapport à la période

correspondante de 2001 due à l'expansion des activités au Canada et aux États-Unis.

L'effectif comptait 2 518 employés réguliers en fin de trimestre, soit 108 de moins qu'au troisième trimestre de 2001 par suite de l'application du programme de réduction des coûts. Le personnel régulier s'est accru de 72 membres par rapport au trimestre précédent notamment en raison de l'accroissement du nombre de points de service aux États-Unis.

La dotation aux pertes sur créances pour le trimestre a totalisé 5 millions \$, en hausse de 2 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 en raison de l'expansion des activités et au même niveau qu'au trimestre précédent. La dotation aux pertes sur créances pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 s'est établie à 15 millions \$, soit 8 millions \$ de plus qu'à la période correspondante de 2001 à cause de l'expansion des activités.

Activités non sectorielles et autres

*Le poste **Activités non sectorielles et autres** englobe les trois groupes fonctionnels, soit Trésorerie et gestion du bilan et du risque, Administration et Développement de l'entreprise, ainsi que l'entreprise de services de garde de titres de CIBC Mellon et d'autres éléments de revenus et de charges non directement imputables aux secteurs d'exploitation. Les activités que les groupes fonctionnels mènent au nom de la CIBC dans son ensemble sont prises en compte dans les Activités non sectorielles et autres.*

Bénéfice

	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juil. 2002	30 avril 2002 ⁽¹⁾	31 juil. 2001	31 juil. 2002	31 juil. 2001
<i>Sans vérification,</i>					
<i>en millions de dollars</i>					
Bénéfice (perte) déjà établi	23 \$	(45)\$	(2)\$	(80)\$	(32)\$
Moins :					
Ajustement lié à des modifications au taux d'imposition	-	-	(21)	-	(66)
Événements du 11 septembre 2001	(12)	-	-	(12)	-
Amortissement de l'écart d'acquisition - investissements comptabilisés à la valeur de consolidation	-	-	(4)	-	(12)
Bénéfice (perte) d'exploitation	35 \$	(45)\$	23 \$	(68)\$	46 \$

(1) Certaines données comparatives ont été retraitées à la suite de l'adoption des recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Le bénéfice d'exploitation pour le trimestre s'est chiffré à 35 millions \$, soit une progression de 12 millions \$ par rapport au troisième trimestre de 2001 attribuable principalement à l'effet positif net d'un montant de 24 millions \$ lié à l'adoption anticipée d'une comptabilité propre à la rémunération à base d'actions, gain qui a été en partie atténué par une baisse des revenus de trésorerie. Le bénéfice d'exploitation a dépassé de 80 millions \$ celui

inscrit au trimestre précédent à cause surtout des raisons indiquées plus haut et du niveau moindre de la rémunération liée aux revenus.

La perte d'exploitation pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002 a atteint 68 millions \$, comparativement à un bénéfice d'exploitation de 46 millions \$ pour la période correspondante de 2001, situation due en grande partie à une baisse des revenus de trésorerie et à la réduction de la valeur d'un placement en actions privilégiées au premier trimestre de 2002. Depuis le début de l'exercice, l'effet net de l'adoption anticipée d'une comptabilité propre à la rémunération à base d'actions a été minime.

Gestion du risque et du bilan

L'approche de la CIBC à la gestion du risque et du bilan (incluant le capital) est sensiblement la même que celle décrite aux pages 46 à 58 du rapport annuel de 2001. Au cours du trimestre, le secteur Trésorerie et gestion du bilan et du risque (TGBR) a poursuivi l'élaboration et l'exécution de son plan visant à devenir un seul groupe fonctionnel. La nouvelle structure cherche à améliorer le service à l'échelle de la CIBC tout en maintenant une approche disciplinée et indépendante face à la mesure, à la surveillance et au contrôle du risque et des ressources du bilan de la Banque.

Gestion du risque de crédit

À la fin du trimestre, les prêts douteux bruts s'élevaient à 2,29 milliards \$, contre 1,70 milliard \$ au 31 octobre 2001. La hausse la plus importante est attribuable aux entreprises des secteurs des télécommunications, des médias et de la technologie, principalement aux États-Unis et en Europe. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002, les prêts douteux bruts se sont accrus de 263 millions \$ aux États-Unis, de 59 millions \$ au Canada et de 268 millions \$ dans les autres régions géographiques.

La dotation aux pertes sur créances est passée pour le trimestre à 290 millions \$, en baisse par rapport à 390 millions \$ au deuxième trimestre et en hausse comparativement à 254 millions \$ au troisième trimestre de 2001. Depuis le début de l'exercice, la dotation aux pertes sur créances s'élève à 1 220 millions \$, en hausse par rapport à 697 millions \$ pour la période correspondante de 2001. Les pertes liées aux prêts sur cartes de crédit ainsi qu'aux entreprises du secteur associé aux ressources et des secteurs des télécommunications, des médias et de la technologie ont représenté 81 % des pertes du trimestre et 83 % des pertes cumulées depuis le début de l'exercice.

La provision totale pour pertes sur créances de la CIBC, composée de provisions spécifiques et d'une provision générale, s'établissait à la fin du trimestre à 2,55 milliards \$, en hausse de 85 millions \$ sur celle enregistrée à la fin du trimestre précédent, de 258 millions \$ par rapport à celle comptabilisée au 31 octobre 2001 et de 269 millions \$ comparativement à celle inscrite à la fin du troisième trimestre de 2001. L'augmentation de la provision totale découle des fluctuations des provisions spécifiques.

Au 31 juillet 2002, la provision totale pour pertes sur créances dépassait les prêts douteux bruts de 260 millions \$, en regard de 592 millions \$ au 31 octobre 2001.

Gestion du risque de marché

Le tableau ci-dessous montre les unités de mesure du risque (UMR) (valeur à risque) moyennes et en fin de période, au total et par type de risque, découlant des activités de négociation de la CIBC pour le trimestre terminé le 31 juillet 2002, et les UMR moyennes calculées depuis le début de l'exercice 2002 et pour l'exercice 2001. Le niveau de risque global était inférieur à celui de l'exercice précédent, bien qu'il se soit accru à la fin du trimestre lorsque les paramètres de risque ont affiché des conditions du marché plus volatiles.

La CIBC procède à des essais à rebours quotidiens qui permettent de comparer les revenus tirés de la négociation aux UMR. Les activités de négociation quotidiennes ont été

UMR PAR CATÉGORIE DE RISQUE - NÉGOCIATION

<i>Sans vérification, en millions de dollars</i>	Fin T3 2002	Moyenne T3 2002	Moyenne cumul. 2002	Moyenne 2001
Risque de taux d'intérêt	3.31	6.59	9.53	7.05
Risque d'écart de crédit	7.34	5.54	5.58	8.50
Risque lié aux actions	7.90	7.79	8.19	9.81
Risque de change	0.44	0.53	0.85	0.81
Risque lié aux marchandises	1.13	0.96	0.88	1.16
Effet de diversification	(7.97)	(10.80)	(12.46)	(13.13)
Risque total	12.15	10.61	12.57	14.20

positives durant 73 % du trimestre, et les pertes de négociation n'ont jamais dépassé les UMR.

Gestion du risque d'illiquidité

Le procédé de gestion du risque d'illiquidité de la CIBC consiste à conserver suffisamment d'éléments d'actif très liquides, les sources de fonds étant diversifiées par client, devise, type et situation géographique. Au 31 juillet 2002, le total des titres liquides comprenait des éléments d'actif liquides de 64,1 milliards \$, soit 21 % du total de l'actif, contre 57,6 milliards \$ ou 20 % du total de l'actif au 31 octobre 2001. La CIBC disposait également de titres empruntés ou achetés en vertu de conventions de revente d'une valeur de 23,8 milliards \$ au 31 juillet 2002. Dans le cours des activités normales de la CIBC, certains éléments d'actif ont aussi été transportés en garantie dans le cadre de la gestion des biens nantis ou du financement. Au 31 juillet 2002, le montant des éléments d'actif donnés en nantissement s'élevait à 44,7 milliards \$.

En juillet 2002, Moody's Investors Service, une des agences de notation de la CIBC, a annoncé qu'elle plaçait la cote de crédit à long terme de la Banque, Aa3, sous observation en vue d'un éventuel abaissement. Cette mesure n'affecte pas la cote de crédit à court terme de la CIBC, qui se situe à P-1. Si la cote de crédit à long terme de la CIBC devait être abaissée, les exigences liées au nantissement dans le cas d'opérations sur instruments dérivés pourraient augmenter (selon une estimation, à 253 millions \$ au

31 juillet 2002) et la CIBC pourrait également faire face à une hausse dans le coût des fonds.

Gestion du risque d'exploitation

En décembre 2001, le Groupe de la gestion du risque du Comité de Bâle sur la supervision bancaire a publié un document sur les saines pratiques de gestion et de supervision du risque d'exploitation. La division du TGBR chargée de mesurer, de surveiller et de contrôler le risque d'exploitation continue de déceler, de mesurer, de surveiller et de gérer le risque d'exploitation conformément aux nouvelles pratiques du secteur. Au cours du trimestre, la division a été officialisée et les comités de la CIBC consacrés à l'exploitation et à l'administration ainsi qu'au capital et au risque ont approuvé les principes, les procédures et les normes servant à la mesure, à la surveillance et au contrôle du risque d'exploitation.

Gestion du bilan

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002, la CIBC a poursuivi la réaffectation des ressources du bilan (y compris le capital) aux entreprises affichant un bénéfice solide, revêtant une grande importance stratégique et possédant un potentiel de croissance à long terme. Les activités de prêts hypothécaires à l'habitation continuent de connaître une forte croissance qui a donné lieu à une progression de 11 % de l'utilisation du bilan depuis le 31 octobre 2001. De même, la croissance continue des prêts sur cartes de crédit et des prêts personnels a accru le résultat des prêts aux particuliers au bilan de plus de 9 % au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002.

La CIBC poursuit sa stratégie consistant à réaffecter les capitaux consacrés aux entreprises à rendement moins élevé. Les ressources affectées au portefeuille de prêts secondaires de gros ont été réduites d'environ 42 % depuis le 31 octobre 2001, par un ensemble de ventes de prêts, de produits dérivés de crédit et de valeurs venant à échéance.

Dans l'ensemble, depuis le 31 octobre 2001, le bilan de la CIBC s'est amélioré de 17,2 milliards \$, pour s'établir à 304,7 milliards \$. Cette augmentation découle surtout de l'accroissement des activités de détail dont les prêts hypothécaires à l'habitation (6,5 milliards \$), les prêts sur cartes de crédit et les prêts personnels (2,6 milliards \$), de même que des éléments d'actif comportant un risque moins élevé, tels les titres (10,0 milliards \$) et les dépôts portant intérêt auprès d'autres banques (1,3 milliard \$). Cette progression a été en partie neutralisée par la réduction continue des prêts aux entreprises et aux administrations publiques (2,7 milliards \$), par les engagements de clients au titre d'acceptations (1,4 milliard \$) et par la valeur marchande des produits dérivés (1,8 milliard \$). La CIBC maintient des ratios de capital vigoureux grâce à la gestion permanente des ressources du bilan.

L'excédent net non matérialisé de la valeur marchande sur la valeur comptable du portefeuille de placement de la CIBC a totalisé 622 millions \$. Les gains non matérialisés dans les fonds propres de la CIBC étaient liés

principalement aux placements détenus dans le portefeuille de services de banque d'affaires.

Gestion du capital réglementaire et ratios de capital

Au 31 juillet 2002, le capital de première catégorie et le capital réglementaire total de la CIBC se chiffraient respectivement à 11,6 milliards \$ et à 15,7 milliards \$, comparativement à 11,7 milliards \$ et à 15,6 milliards \$ au 31 octobre 2001. Les ratios du capital de première catégorie et du capital réglementaire total s'établissaient respectivement à 8,8 % et à 11,9 %, en regard de 9,0 % et de 12,0 % au 31 octobre 2001.

En avril 2002, la CIBC a émis pour 400 millions \$ d'actions privilégiées de catégorie A et de série 25 à dividende non cumulatif. Une partie du produit de l'émission, même s'il s'agit structurellement de capital de première catégorie, continue d'être inscrite pour le moment à titre de capital de deuxième catégorie puisque le montant total des actions privilégiées de la CIBC considéré comme capital de première catégorie dépasse la limite de 25 % du capital net de première catégorie fixée par l'organisme de réglementation.

Le 9 janvier 2002, la CIBC a fait une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités visant le rachat d'au plus 18 millions d'actions ordinaires. L'offre se termine le 8 janvier 2003. Aucune action ordinaire n'a été rachetée au cours du trimestre. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002, un total de 5 686 000 actions ordinaires ont été rachetées au prix moyen de 55,05 \$ l'action.

INFORMATION FINANCIÈRE CONDENSÉE

INFORMATION CONSOLIDÉE CONDENSÉE TIRÉE DES RÉSULTATS ⁽¹⁾

	Trimestres terminés les			Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2002	30 avril 2002	31 juillet 2001	31 juillet 2002	31 juillet 2001
<i>Sans vérification, en millions de dollars</i>					
Revenu net d'intérêts	1 325 \$	1 315 \$	1 176 \$	4 084 \$	3 236 \$
Dotation aux pertes sur créances	290	390	254	1 220	697
	1 035	925	922	2 864	2 539
Revenus autres que d'intérêts	1 209	1 654	1 694	4 466	5 285
	2 244	2 579	2 616	7 330	7 824
Frais autres que d'intérêts	1 982	2 313	2 072	6 456	5 943
Bénéfice avant charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	262	266	544	874	1 881
Impôts sur les bénéfices	54	32	76	99	399
	208	234	468	775	1 482
Part des actionnaires sans contrôle du bénéfice net des filiales	15	7	8	22	38
Bénéfice net	193 \$	227 \$	460 \$	753 \$	1 444 \$
Bénéfice net par action ordinaire⁽²⁾					
- de base	0,41 \$	0,51 \$	1,15 \$	1,76 \$	3,61 \$
(en dollars)					
- dilué	0,41 \$	0,51 \$	1,13 \$	1,75 \$	3,55 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,41 \$	0,41 \$	0,37 \$	1,19 \$	1,07 \$

(1) Durant le troisième trimestre de 2002, la CIBC a adopté d'avance, avec effet rétroactif au 1^{er} novembre 2001, les recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), intitulé « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Certaines données comparatives ont été retraitées. Les conséquences de ce changement sont décrites ci-après :

Régimes d'options de souscription d'actions

Tel qu'il est recommandé dans le chapitre 3870, la CIBC a adopté la méthode de la juste valeur marchande pour comptabiliser les transactions en actions réalisées avec les employés et les membres de son conseil d'administration autres que les dirigeants. Par conséquent, les options accordées au plus tôt le 1^{er} novembre 2001 ont été estimées en appliquant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes. La valeur est constatée au cours de la période d'acquisition applicable comme une augmentation des charges de rémunération et du surplus d'apport. Les options de souscription d'actions des administrateurs autres que les dirigeants sont acquises dès leur octroi, tandis que celles des employés sont acquises sur quatre ans. Ainsi, les charges de rémunération ont augmenté de 6 millions \$ durant le trimestre et de 21 millions \$ durant la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002. Lorsque les options sont levées, le produit obtenu par la CIBC ainsi que le montant représentant le surplus d'apport seront portés au crédit du compte de capital-actions. Aucune des options octroyées depuis le 1^{er} novembre 2001 n'a été levée.

En ce qui concerne les options de souscription d'actions octroyées avant le 1^{er} novembre 2001, la CIBC continue d'appliquer la convention comptable selon laquelle aucune charge n'est inscrite pour ces options. Lorsque ces options sont levées, le produit obtenu par la CIBC est enregistré en tant que capital-actions. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002, un produit de 47 millions \$ a été porté au crédit du compte de capital-actions dans le cas de ces options.

La moyenne pondérée de la juste valeur marchande des options accordées durant les neuf premiers mois de 2002 a été estimée à la date d'octroi à 16,27 \$ en appliquant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes. Cet outil se base sur les données moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 5,42 %, taux de rendement boursier attendu de 3,00 % par année, volatilité du prix des actions ordinaires projetée à 25,86 % et durée de vie prévue de 10 ans.

En supposant que la CIBC poursuive ses opérations relatives aux régimes d'options de souscription d'actions à des niveaux similaires au cours des quatre prochaines années et en présumant que toutes les justes valeurs marchandes ainsi que l'ensemble des hypothèses d'acquisition demeurent inchangées, alors, en 2005 et par la suite, l'effet sur le bénéfice net se chiffrerait à quelque 49 millions \$ tandis que l'incidence sur le bénéfice dilué par action est estimée à 0,13 \$ par année.

Un maximum de 42 834 500 actions ordinaires peuvent être émises en vertu des régimes d'options de souscription d'actions de la CIBC.

Droits à la plus-value des actions (DPVA)

Jusqu'à 50 % des options se rapportant au régime d'options de souscription d'actions des employés qui ont été octroyées avant 2000 peuvent être levées en tant que droits à la plus-value des actions (DPVA). Les DPVA peuvent être échangés contre un montant en espèces égal à la différence entre le prix de levée de l'option et le prix moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto la journée précédant immédiatement celle où les DPVA sont exercés.

En vertu du chapitre 3870, le coût de ces DPVA doit être calculé sur une base de permanence. Le montant correspondant à l'excédent du prix du marché sur le prix de levée de l'option, dans le cas des DPVA acquis, doit être constaté comme un crédit (ou une charge) de rémunération durant la période où le changement dans le prix du marché se produit. Une hausse du prix de l'action de la CIBC entraînera un accroissement des charges de rémunération, tandis qu'une baisse du prix de l'action réduira ces charges. Le chapitre susmentionné prescrit que le montant cumulatif découlant de tous les DPVA acquis qui sont en circulation au début de l'exercice d'adoption soit porté au débit du solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour ce même exercice. Cette opération a donné lieu à une imputation de 42 millions \$ après impôts au débit du solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2001, à une augmentation du passif de 72 millions \$ avant impôts et à une diminution des impôts futurs de 30 millions \$. Les charges de rémunération ont régressé de 49 millions \$ au cours du trimestre et de 24 millions \$ durant la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2002.

Les états financiers consolidés pour le premier et le deuxième trimestres de 2002 ont été retraités. La comptabilité des autres régimes de rémunération à base d'actions n'est pas touchée par ce changement.

- (2) Le 1^{er} novembre 2001, la CIBC a adopté rétroactivement les recommandations du chapitre 3500 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés relativement au résultat par action. Les informations des périodes antérieures ont été retraitées.

INFORMATION CONSOLIDÉE CONDENSÉE TIRÉE DU BILAN

<i>Sans vérification, en millions de dollars, aux</i>	31 juillet 2002	31 octobre 2001
ACTIF		
Liquidités	12 845 \$	11 350 \$
Titres	84 782	74 794
Prêts	161 785	155 640
Autres	45 248	45 690
	304 660 \$	287 474 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts	214 570 \$	194 352 \$
Autres	73 639	77 223
Dette subordonnée	3 863	3 999
Capitaux propres	12 588	11 900
	304 660 \$	287 474 \$

FAITS SAILLANTS DE NATURE FINANCIÈRE DU TROISIÈME TRIMESTRE

	<i>Aux ou pour les trimestres terminés les</i>				<i>Aux ou pour les neuf mois terminés les</i>		
	31 juillet 2002	30 avril 2002 ⁽¹⁾	31 juillet 2001 ⁽²⁾	31 juillet 2002	31 juillet 2002	31 juillet 2001 ⁽²⁾	31 juillet 2002
<i>Sans vérification</i>							
DONNÉES RELATIVES AUX ACTIONS ORDINAIRES							
Par action							
- bénéfice de base	- déjà établi	0,41 \$	0,51 \$	1,15 \$	0,27 \$	1,12 \$	1,12 \$
	- exploitation	0,64 \$	0,80 \$	1,35 \$	0,42 \$	1,62 \$	1,62 \$
- bénéfice dilué	- déjà établi	0,41 \$	0,51 \$	1,13 \$	0,27 \$	1,11 \$	1,11 \$
	- exploitation	0,64 \$	0,79 \$	1,33 \$	0,42 \$	1,61 \$	1,61 \$
- dividendes		0,41 \$	0,41 \$	0,37 \$	0,27 \$	1,07 \$	0,76 \$
- valeur comptable		26,44 \$	26,45 \$	26,64 \$	16,70 \$	26,64 \$	16,70 \$
Cours des actions							
- haut		54,50 \$	57,70 \$	54,70 \$	34,43 \$	57,70 \$	36,45 \$
- bas		38,75 \$	49,45 \$	48,60 \$	24,48 \$	38,75 \$	24,48 \$
- clôture		45,10 \$	54,70 \$	50,95 \$	28,49 \$	45,10 \$	28,49 \$
Actions en circulation (en milliers)							
- nombre moyen de base		358 961	360 817	371 042	358 961	361 057	361 057
- nombre moyen dilué		361 374	364 320	376 573	361 374	364 243	364 243
- fin de la période		359 049	358 843	368 462	359 049	359 049	359 049
Capitalisation boursière (en millions de dollars)		16 193 \$	19 629 \$	18 773 \$	10 231 \$	16 193 \$	10 231 \$
MESURES DE LA VALEUR							
Ratio cours/bénéfice (sur 12 mois)							
- déjà établi		19,5	17,9	11,6	19,5	19,5	19,5
- exploitation		12,5	12,6	9,6	12,5	12,5	12,5
Rendement des actions (d'après le cours de clôture)		3,6%	3,0%	2,9%	3,6%	3,5%	3,8%
Ratio dividendes/bénéfice							
- déjà établi		99,1%	79,2%	32,0%	99,1%	67,5%	67,5%
- exploitation		63,9%	50,7%	27,3%	63,9%	46,6%	46,6%
Ratio valeur marchande/valeur comptable		1,71	2,07	1,91	1,71	1,71	1,71
DONNÉES TIRÉES DES RÉSULTATS (en millions de dollars)							
Revenu total sur une base d'imposition équivalente (BIE) ⁽⁴⁾							
- déjà établi		2 562 \$	2 990 \$	2 900 \$	1 664 \$	8 630 \$	5 492 \$
- exploitation		2 487 \$	2 939 \$	2 837 \$	1 615 \$	8 458 \$	5 383 \$
Dotation aux pertes sur créances							
- spécifique		290 \$	390 \$	254 \$	188 \$	1 220 \$	776 \$
- générale		-	-	-	-	-	-
- totale		290 \$	390 \$	254 \$	188 \$	1 220 \$	776 \$
Frais autres que d'intérêts							
- déjà établis		1 982 \$	2 313 \$	2 072 \$	1 287 \$	6 456 \$	4 109 \$
- exploitation		1 771 \$	2 101 \$	1 920 \$	1 150 \$	5 839 \$	3 716 \$
Bénéfice							
- déjà établi		193 \$	227 \$	460 \$	125 \$	753 \$	479 \$
- exploitation		276 \$	332 \$	534 \$	179 \$	1 039 \$	661 \$
MESURES FINANCIÈRES							
Coefficient d'efficacité							
- déjà établi		77,4%	77,3%	71,4%	77,4%	74,8%	74,8%
- exploitation		71,2%	71,5%	67,6%	71,2%	69,0%	69,0%
Rendement des actions ordinaires							
- déjà établi		6,2%	8,0%	17,4%	6,2%	8,9%	8,9%
- exploitation		9,6%	12,4%	20,4%	9,6%	12,8%	12,8%
Ratio du bénéfice d'exploitation de détail/bénéfice d'exploitation de gros ⁽⁵⁾		144%/(44)%	93% / 7%	62% / 38%	144%/(44)%	94%/6%	94%/6%
Marge d'intérêts nette (BIE) ⁽⁴⁾		1,82%	1,89%	1,70%	1,82%	1,92%	1,92%
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts (BIE) ⁽⁴⁾							
- actif productif d'intérêts (BIE) ⁽⁴⁾		2,11%	2,20%	1,96%	2,11%	2,23%	2,23%
Rendement de l'actif moyen		0,26%	0,32%	0,65%	0,26%	0,35%	0,35%
Rendement de l'actif productif d'intérêts		0,30%	0,37%	0,75%	0,30%	0,40%	0,40%
Effectif régulier		44 213	44 519	41 378	44 213	44 213	44 213
DONNÉES DU BILAN ET HORS BILAN (en millions de dollars)							
Liquidités et titres		97 627 \$	93 821 \$	89 454 \$	61 681 \$	97 627 \$	61 681 \$
Prêts et acceptations		168 524 \$	164 228 \$	159 688 \$	106 473 \$	168 524 \$	106 473 \$
Total de l'actif		304 660 \$	291 187 \$	277 964 \$	192 484 \$	304 660 \$	192 484 \$
Dépôts		214 570 \$	203 910 \$	184 737 \$	135 565 \$	214 570 \$	135 565 \$
Capitaux propres - porteurs d'actions ordinaires		9 491 \$	9 491 \$	9 814 \$	5 996 \$	9 491 \$	5 996 \$
Actif moyen		294 975 \$	289 533 \$	280 801 \$	191 586 \$	290 602 \$	184 939 \$
Actif productif d'intérêts moyen		254 306 \$	249 287 \$	244 323 \$	165 172 \$	249 517 \$	158 793 \$
Capitaux propres moyens - porteurs d'actions ordinaires		9 525 \$	9 601 \$	9 768 \$	6 186 \$	9 593 \$	6 105 \$
Biens gérés		750 900 \$	730 300 \$	636 100 \$	474 419 \$	750 900 \$	474 419 \$
MESURES DE LA QUALITÉ DU BILAN							
Actif ordinaire/actif pondéré quant au risque		7,2%	7,3%	7,5%	7,2%	7,2%	7,2%
Actif pondéré quant au risque (en milliards de dollars)		131,9	130,3	131,7	83,3	131,9	83,3
Ratio du capital de première catégorie		8,8%	8,9%	9,3%	8,8%	8,8%	8,8%
Ratio du capital total		11,9%	12,0%	12,5%	11,9%	11,9%	11,9%
Prêts douteux nets, après provision générale (en millions de dollars)		(260) \$	(322) \$	(215) \$	(164) \$	(260) \$	(164) \$
Prêts douteux nets/prêts et acceptations nets		(0,15)%	(0,20)%	(0,13)%	(0,15)%	(0,15)%	(0,15)%

(1) Certaines données comparatives ont été retraitées à la suite de l'adoption des recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

(2) Certaines données comparatives ont été retraitées afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour le premier trimestre de 2002.

(3) Conversion de l'information financière selon les principes comptables généralement reconnus du Canada en dollars américains comme suit : chiffres du bilan, au taux en vigueur à la fin du trimestre, soit 0,6318 \$, résultats d'exploitation du trimestre et résultats d'exploitation depuis le début de l'exercice, aux taux moyens de 0,6495 \$ et de 0,6364 \$, respectivement.

(4) Base d'imposition équivalente (BIE). Le revenu net d'intérêts comprend le revenu exonéré d'impôt sur certains titres. Étant donné que la CIBC n'a pas d'impôt à payer sur ce revenu, le taux d'intérêt ou de dividende reçu par la CIBC est inférieur au taux qui s'appliquerait à un prêt d'un montant égal. Puisque l'incidence du revenu exonéré d'impôt varie d'un exercice à l'autre, ce revenu a été ajusté d'après une base d'imposition équivalente de façon à permettre le calcul et la comparaison du revenu net d'intérêts selon un critère uniforme. Un ajustement égal et compensatoire a été effectué pour augmenter la charge d'impôts sur le revenu.

(5) Les activités de détail comprennent les Produits de détail, les Marchés de détail, la Gestion des avoirs et les services bancaires aux entreprises (inclus dans les Marchés mondiaux CIBC). Les activités de gros englobent les Marchés mondiaux CIBC, à l'exclusion des services bancaires aux entreprises.

POUR NOUS JOINDRE :

Secrétaire général : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par téléphone au (416) 980-3096, par télécopieur au (416) 980-7012 ou par courriel à l'adresse paul.fisher@cibc.com.

Service des relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir plus de renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone au (416) 980-8306, par télécopieur au (416) 980-5028 ou par courriel à l'adresse alison.rampersad@cibc.com.

Communications : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par téléphone au (416) 980-4523, par télécopieur au (416) 363-5347 ou par courriel à l'adresse stephen.forbes@cibc.com.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

Renseignements en ligne à l'intention des investisseurs : Des renseignements financiers supplémentaires et une présentation destinés aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultés à la section Relations avec les investisseurs du site Web de la CIBC, à l'adresse www.cibc.com.

Conférence téléphonique sur les résultats financiers : La conférence téléphonique sur les résultats financiers de la CIBC pour le troisième trimestre avec des analystes et des investisseurs aura lieu le mercredi 21 août 2002 à 14 h (heure avancée de l'Est). Les personnes intéressées pourront suivre la conférence en composant le (416) 620-2402 à Toronto ou en composant, sans frais, le 1 888 424-1091 ailleurs en Amérique du Nord.

Il sera possible de réécouter la conférence téléphonique à compter de 16 h 30 (heure avancée de l'Est) environ, le 21 août 2002, et ce, jusqu'à minuit le 4 septembre 2002. Pour accéder à cette rediffusion, il suffit de composer le 1 800 558-5253, en entrant le code 20775024.

Transmission de la conférence sur Internet : La conférence sur les résultats de la CIBC pour le troisième trimestre sera diffusée en direct le mercredi 21 août 2002 à 14 h (heure avancée de l'Est) sur le site Web de la Société, à l'adresse www.cibc.com, sous la rubrique Relations avec les investisseurs. Une version archivée de la conférence téléphonique diffusée en direct sur Internet sera aussi accessible sur le site Web de la CIBC, à l'adresse www.cibc.com.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à la Compagnie Trust CIBC Mellon, P.O. Box 7010, Adelaide Street Postal Station, Toronto, Ontario M5C 2W9, ou envoyer un courriel à l'adresse inquiries@cibcmellon.ca.

RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la CIBC qui souhaitent acquérir de nouvelles actions ordinaires de la CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire du prospectus, s'adresser au secrétaire général, par téléphone au (416) 980-3096, ou par télécopieur au (416) 980-7012.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ACHETÉES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT DES ACTIONNAIRES

Dates de souscription	Options de souscription d'actions	Options de réinvestissement des dividendes et options de dividendes en actions
1 ^{er} mai 2002	53,50 \$	
3 juin 2002	51,00 \$	
2 juillet 2002	47,38 \$	
29 juillet 2002		43,70 \$

